



HAL
open science

LE BONHEUR INTÉRIEUR NET (BIN) par gouvernorat et par délégation et les disparités locales du développement en Tunisie

Adel Bousnina

► **To cite this version:**

Adel Bousnina. LE BONHEUR INTÉRIEUR NET (BIN) par gouvernorat et par délégation et les disparités locales du développement en Tunisie. *Geomaghreb : revue des études appliquées en sciences de la terre, géographie et aménagement*, 2024, 1 (17), pp.31-57. halshs-04694190

HAL Id: halshs-04694190

<https://shs.hal.science/halshs-04694190v1>

Submitted on 11 Sep 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

LES DISPARITES LOCALES DU DEVELOPPEMENT EN TUNISIE : LE BONHEUR INTERIEUR NET (BIN) PAR GOUVERNORATS ET DELEGATIONS

BOUSNINA Adel

Maître de conférences, Université de Tunis, Tunisie

email : nsira2002@yahoo.fr.

Résumé

L'objectif principal de notre article est l'analyse des disparités locales du développement en Tunisie, en utilisant une nouvelle approche basée sur le Bonheur Intérieur Net par délégation. L'intérêt sera focalisé sur les indices composites du bien-être ou le BIN par gouvernorat et surtout par délégation et sur le calcul d'un indice BIN dans toutes les délégations de la Tunisie. Pour le calcul de ce BIN, on va utiliser différents indices : les indicateurs relatifs à la consommation et à l'équipement (par exemple la proportion des ménages connectés à internet), les indices de l'égalité sociale (notamment l'indicateur de la pauvreté) ; pour le développement, on va utiliser les indices relatifs à l'éducation (l'alphabétisme et la scolarisation supérieure) ; concernant la sécurité économique, on va utiliser surtout les indices de l'emploi global et de l'emploi supérieur (intégrant le taux de chômage global et celui des diplômés du supérieur).

Enfin, dans chaque gouvernorat, on va procéder à l'analyse des principaux facteurs et des différentes explications des inégalités locales.

Mots clés : indice BIN, disparité locale, gouvernorat, développement local, Tunisie

Abstract

LOCAL DISPARITIES OF DEVELOPMENT IN TUNISIA: HAPPINESS INDICATOR IN GOVERNORATES AND DELEGATIONS

The aim of our work is to analyze the local disparities of development in Tunisia, using a new approach based on the Happiness indicator by delegation. The interest will be focused on composite indicators of "well-being" by region and especially by delegation and the BIN (indicator of happiness) or the calculation of the BIN in all the delegations of Tunisia. To calculate this indicator, we will use different indices: indicators relating to equipment (for example the proportion of households connected to the Internet), social equality indices (in particular the poverty indicator); for development, we will use indices relating to education (literacy and higher education); concerning economic security, we will mainly use the indices of overall employment and higher employment (integrating the overall unemployment rate and that of higher education graduates).

Finally, in each governorate, we will analyze the main factors and the different causes and explanations of local inequalities

Key words : happiness indicator, local disparitie, delegations, local development, Tunisia.

ملخص

الفوارق المحلية للتنمية في تونس : مؤشر السعادة حسب الجهة

الهدف الرئيسي لمقالنا هو تحليل الفوارق المحلية للتنمية في تونس، باستخدام منهج جديد يعتمد على مؤشر السعادة المحلية حسب المنطقة. سوف يتركز الاهتمام على المؤشرات المركبة للرفاهة حسب المحافظة وخاصة حسب المعتمدية وعلى حساب مؤشر السعادة المحلية في جميع معتمديات تونس. لحساب هذا المؤشر، سنستخدم مؤشرات مختلفة كتلك المتعلقة بالمعدات والتجهيزات (على سبيل المثال نسبة الأسر المتصلة بالإنترنت) ومؤشرات المساواة الاجتماعية (خاصة مؤشر الفقر) و المؤشرات المتعلقة بالتعليم (الأمية والتعليم العالي)؛ وفيما يتعلق بالأمن الاقتصادي، سنستخدم بشكل أساسي مؤشرات البطالة و التشغيل (معدل البطالة الإجمالي ومعدل البطالة لخريجي التعليم العالي).

أخيراً، في كل محافظة، سنقوم بتحليل العوامل الرئيسية والتفسيرات المختلفة للإختلالات المحلية والجهوية.

الكلمات المفاتيح: مؤشر السعادة، الفوارق المحلية للتنمية، المعتمدية، التنمية المحلية، تونس

Introduction

Dans des travaux antérieurs, nous avons étudié la dichotomie géographique et l'inégal développement régional qui a engendré des disparités spatiales en Tunisie ((Bousnina, 2007). Cette inégalité régionale est attestée par la persistance de la même typologie (depuis des décennies) qui favorise les gouvernorats littoraux au détriment des zones intérieures. Nous avons affirmé qu'il y a plusieurs Tunisies dans le même pays distinguant « la Tunisie développée » et la « Tunisie sous-développée » et on a analysé le déséquilibre menaçant l'avenir du pays avec « le littoral et le désert tunisiens » (Bousnina, 2012).

L'analyse approfondie de la répartition territoriale des indicateurs de développement montre aussi des disparités locales indéniables au niveau des délégations et au sein des gouvernorats les plus développés du pays, ce qui montre la primauté de la problématique locale (Bousnina, 2019).

Donc, l'objectif principal de notre article est l'analyse des disparités locales du développement en Tunisie, en utilisant une nouvelle approche basée sur le Bonheur Intérieur Net par délégation. L'intérêt sera focalisé sur les indices composites du bien-être ou le BIN par gouvernorat et surtout par délégation et sur le calcul d'un indice BIN dans toutes les délégations de la Tunisie. Enfin, dans chaque gouvernorat, on va procéder à l'analyse des principaux facteurs et des différentes explications des inégalités locales.

Dans ce cadre, on va essayer -dans cet article- de calculer les indices du Bonheur Intérieur Net, ou les BIN, dans toutes les délégations de la Tunisie, soit 264 délégations dans les 24 gouvernorats et les sept districts du pays : le District de Tunis, le Nord-Est, le Nord-Ouest...

Bien entendu, on a choisi dans chaque gouvernorat les indices les plus significatifs, notamment dans les délégations les plus défavorisées et les localités les plus marginalisées.

1. L'indice du Bonheur Intérieur Net (BIN) : méthodologie

Nous avons élaboré et calculé un indice de Bonheur Intérieur Net, ou un BIN, dans toutes les délégations de la Tunisie.

Le bonheur intérieur net est un nouvel indicateur de mesure centré sur le bien-être et qui essaye de dépasser la vision réductionniste du PIB et des différents indicateurs purement économiques.

En 1972, le roi du Bhoutan, Jigme Singye Wangchuck a introduit le bonheur national brut (BNB) afin de remplacer le PNB (produit national brut) dans son royaume. Cet indice permet de guider l'économie sur les plans économique et de développement. Le BNB repose sur les critères suivants : la croissance et le développement économique, la conservation de la culture bhoutanaise, la sauvegarde de l'environnement, le développement durable et la bonne gouvernance responsable. En 1980, le Canada a également initié un indicateur de mesure similaire : le bonheur intérieur net (BIN). *Cet indicateur donne une vision matérialiste de l'économie.* Le paradoxe d'Easterlin met en évidence l'absence de corrélation entre développement économique et sentiment de bien-être (Cohen, 2012). Le BIN propose d'évaluer le bonheur des habitants et de mettre en relation les résultats obtenus avec l'évolution économique du pays en question. L'indice se base essentiellement sur les critères suivants : la consommation moyenne par habitant sur une année, l'égalité sociale (taux de pauvreté, inégalités salariales, mesure de la précarisation de l'emploi), la sécurité économique (taux et durée moyenne de chômage, niveau de protection sociale...), ainsi que les critères environnement et développement (taux d'effet de serre, niveau éducatif...) (<https://www.lorientlejour.com/article/1042385/le-bonheur-un-nouvel-indicateur-de-mesure.html>).

En ce qui concerne notre indicateur, et en fonction de la disponibilité des données par gouvernorat et par délégation, nous avons élaboré et calculé un BIN en utilisant les indices suivants :

- -pour la consommation (et l'équipement), on a utilisé les proportions relatives à l'internet (Proportion des ménages connectés à internet), à la possession de voiture et à la disponibilité d'une salle de bain

- en ce qui concerne l'égalité sociale, on a utilisé l'indicateur de la pauvreté (et non seulement le taux)
- pour le développement, on a utilisé les indices relatifs notamment à l'éducation (le taux d'alphabétisme de la population -10 ans et plus- et le taux de scolarisation au supérieur de la population 19-24 ans)
- concernant la sécurité économique, on a opté pour Indice de l'emploi global (intégrant le taux de chômage général) et l'Indice de l'emploi supérieur (intégrant le taux de chômage des diplômés du supérieur).

L'indicateur de pauvreté = 1- indice de pauvreté (Indice de pauvreté = valeur réelle (ou taux de pauvreté) -valeur minimale (0)/ valeur maximale (50)-valeur minimale (0)). Donc l'indice est égal à :

$$1 - (T. \text{pauvreté} / 50).$$

Il en est de même pour les deux indices de l'emploi : emploi global et supérieur : l'indice économique (ou indice de l'emploi) = 1- indice du chômage (Indice du chômage= valeur réelle (ou taux du chômage) -valeur minimale (0)/ valeur maximale (50)-valeur minimale (0)). Donc l'indice économique est égal à : 1- (T. chômage /50).

2. L'indice du Bonheur Intérieur Net (BIN) dans le District de Tunis

Dans cette section, on va calculer et analyser le BIN des différentes délégations des quatre gouvernorats: Tunis, Ariana, Ben Arous et Manouba (Tab. 1).

Délégation	BIN	Délégation	BIN	Délégation	BIN	Délégation	BIN
Carthage	763	Ariana ville	851	Ben Arous	684	Manouba	735
Medina	613	Soukra	712	La Nouvelle Medina	699	Douar Hicher	514
Bab El Bhar	749	Raoued	717	El Mourouj	748	Oued Elil	600
Bab Souika	640	Kalaat El Andalous	625	Hammam Lif	680	Mornaguia	618
El Omrane	652	Sidi Thabet	599	Hammam Chott	690	Borj Amri	503
El Omrane supérieur	687	Cité Ettadhamen	552	Boumhel El Bassatine	718	Jedeida	532
Ettahrir	726	El Mnhla	621	Ezzahra	768	Tebourba	498
El Menzah	880	Total (Gouvernorat)	705	Rades	724	El Battane	480
Cité El Khadra	809			Megrine	736	Total (Gouvernorat)	583
Le Bardo	749			Mohamdia	587	Total (Tunisie)	573
Sijoumi	494			Fouchana	597		
Ezzouhour	658			Mornag	588		
Elhrairia	612			Total (Gouvernorat)	691		
Sidi Hassine	517						
El Ourdia	663						
El Kabaria	631						
Sidi El Béchir	663						
Djebel Jelloud	533						
La Goulette	810						
Le Kram	736						
La Marsa	751						
Total (Gouvernorat)	695						

Tableau n°1. L'indice du Bonheur Intérieur Net (BIN) dans le District de Tunis

Source : Élaborés par nos calculs, à partir des données de l'INS

2.1. Le gouvernorat de Tunis

Les différents scores enregistrés dans le gouvernorat de Tunis sont souvent supérieurs au BIN moyen (573 au niveau national). Mais l'écart entre les deux scores "extrêmes" est relativement important et il avoisine 400 points. Il s'agit d'El Menzah d'un côté (dont le BIN est très proche de 900, et c'est

l'indice le plus élevé parmi les 264 délégations du pays) et de Sijoumi de l'autre côté qui a le BIN le plus faible de la région et qui est inférieur au seuil de 500.

Outre les indices sectoriels (emploi, alphabétisation...), la variation du BIN est inhérente à quelques variables notamment la pauvreté et l'équipement : à titre d'exemple, la pauvreté est quasiment absente à El Menzah alors que ce taux est relativement élevé à Sijoumi et à Sidi Hassine (entre 14% et 20%). Il en est de même pour la possession de quelques biens comme l'internet et la voiture (la proportion de la possession d'une voiture, par exemple, est de 77% à El Menzah et de 11,6% à Sijoumi ; pour les logements équipés d'une SB, les deux valeurs respectives dans ces deux délégations sont de 99% et de 74%).

Dans certaines cités populaires de Tunis, la pression démographique et la faiblesse de l'activité économique jouent un rôle important dans l'accroissement du chômage. Comme l'a souligné Belhedi, l'espace attractif (en début de période) subit négativement en seconde phase la pression migratoire et « on se trouve parfois dans une situation paradoxale où les zones les plus réputées attractives et les plus favorisées se caractérisent par un taux de chômage très élevé. Cette situation s'explique en fait par les mécanismes cumulatifs de l'attraction qui font que l'attraction migratoire se prolonge au-delà du phénomène qui les a engendré ou déclenché » (Belhedi, 1996). Cet auteur note une concentration de la pauvreté qui est due à l'importance des taux de chômage et à la faiblesse des revenus dans certaines localités. Elle est « à corréluer avec la reprise relative des flux migratoires ; toute amélioration qui ne prendrait pas en compte les autres régions risque d'induire de nouveaux flux de misère ! [...]. Le problème se pose ainsi en termes d'aménagement beaucoup plus qu'en terme de développement, c'est-à-dire en termes qualitatifs » (Belhedi, 1996, p.226).

2.2. Le gouvernorat d'Ariana

Dans le gouvernorat d'Ariana, l'indice du BIN est souvent supérieur à la moyenne nationale (le score d'Ariana Ville est l'un des plus élevés sur tout le territoire tunisien). Cependant, le BIN à Cité Ettadhamen est le seul score de la région qui est inférieur à 573 (le BIN national moyen) et ce à cause de la faiblesse des différents indices socio-économiques.

D'abord, si le taux de pauvreté dans le gouvernorat est l'un des plus faibles (5,4% en 2015), il en est autrement dans les différentes délégations défavorisées où il avoisine le seuil de 10%.

Pour la possession de certains biens ou l'équipement des logements, on remarque que cette proportion est élevée à Ariana Ville (près de 70% pour la voiture, de 99% pour la salle de bain et plus de 75% pour l'internet) et ce contrairement à Cité Ettadhamen où ces proportions sont de 25% pour l'internet et de 18% pour la voiture.

Mais ce qui a diminué, le plus, le BIN de certaines délégations, ce sont les variables éducatives et économiques. En effet, le taux d'alphabétisme est de 4% à Ariana Ville mais il oscille entre 16% et 17% à Sidi Thabet et à Ettadhamen. En outre, le taux de chômage global dépasse 17% à la Cité sus-citée et il atteint 28% pour les cadres.

Dans ces différentes zones, il est nécessaire et urgent de créer une nouvelle dynamique économique et sociale et de diversifier les différents programmes de développement intégré, notamment dans les délégations les plus défavorisées. Si l'on prend l'exemple de Sidi Thabet, on trouve une liste des projets de développement qui sont programmés pour le plan quinquennal 2016-2020. Ces projets englobent les secteurs de l'équipement, des services, de l'industrie, des affaires sociales, de la santé, de l'agriculture, des affaires foncières, de la jeunesse, des sports et de l'enfance. Parmi les projets proposés figurent, l'aménagement et le bitumage des quartiers d'habitation et la construction de deux ponts. Ces projets portent aussi sur la création d'un bureau d'emploi, d'une recette des finances et d'une filiale de la STEG, d'un abattoir municipal et la promotion des services sanitaires au centre de santé de base, un laboratoire d'analyse et la consolidation du cadre médical et paramédical

(<https://www.webmanagercenter.com/2016/01/27/168080/tunisie-developpement-regional-sidi-thabet-presente-une-liste-de-projets-a-realiser-pour-les-5-ans-a-venir/>) (Article publié le 27 janvier 2016).

Enfin, et grâce aux différents indicateurs de développement du gouvernorat d'Ariana (qui est l'un des plus développés du pays), la région est généralement attractive et le solde migratoire est positif dans la plupart des délégations (40429), avec un effectif d'entrants qui avoisine 80 mille personnes.

2.3. Le gouvernorat de Ben Arous

La plupart des délégations du gouvernorat de Ben Arous enregistrent un BIN relativement élevé, ceci concerne notamment "la banlieue sud" de la Capitale avec un BIN de près de 750 points à El Mourouj et 768 à Ezzahra. Par contre, certaines délégations ont un indice moyen qui est très proche de la moyenne nationale et inférieur à 600 telles que Mohamdia et Fouchana.

Mais c'est la délégation de Mornag qui enregistre le BIN le plus faible de la région (588 points), avec la faiblesse des différents indicateurs de l'équipement et l'importance relative de la pauvreté (ce taux dépasse 12% à Mornag et à Mohamdia alors que taux régional est de 4,3%).

Par ailleurs, et à l'instar du gouvernorat d'Ariana, la région de Ben Arous enregistre un solde migratoire positif de 27 mille, ce solde concerne la majorité des délégations et le nombre d'entrants dépasse 46 mille individus.

Le dynamisme économique et le développement industriel peuvent expliquer le caractère attractif du gouvernorat de Ben Arous. Durant les années soixante par exemple (mais aussi au cours des années 1970), il y a eu une création de plusieurs zones industrielles dans la région, entre autres, Bir Elkassaa, Mégrine, Djebel Jloud, Ben Arous centre... À titre d'exemple, si l'on prend la commune de Mégrine, on peut remarquer qu'elle est connue par sa vocation industrielle où les zones industrielles et artisanales couvrent plus de 167 hectares et contiennent plus de 200 entreprises (ou unités), en particulier trois zones principales (Sidi Rezigue, la zone Saint Gobin et Mégrine Riadh) ; le nombre total des occupés dans les unités industrielles dépasse 10 mille employés (en 2016), dont plus d'un tiers dans les industries mécaniques et électriques et le 1/10 dans les industries textile et habillement (CGDR,2018).

2.4. Le gouvernorat de Manouba

Dans le district de Tunis, le gouvernorat de Manouba enregistre les indices les plus faibles, c'est pourquoi il a l'indice du Bonheur Intérieur Net le moins élevé et qui est très proche de la moyenne nationale.

Mais ce qui est plus important, c'est l'existence de cinq délégations (sur huit) qui ont un BIN inférieur au seuil national, avec deux communes ayant un indice très faible inférieur à 500 points : il s'agit de Tebourba et surtout d'El Battane.

On doit souligner, tout d'abord, que le taux de pauvreté dans le gouvernorat de Manouba est élevé, par rapport aux autres gouvernorats du District de Tunis (12,1% contre 5,3%). Ce taux est encore plus élevé dans les délégations marginalisées de la région, avec un taux qui oscille entre 14% et 16% dans plusieurs localités.

D'autre part, la faiblesse du BIN, à El Battane notamment, est liée à la relative baisse des indices de l'équipement (à titre d'exemple, la proportion des ménages connectés à internet est de 14%, celle possédant une voiture est de 19%) mais aussi à l'importance de l'analphabétisme (22%) et surtout des taux de chômage élevés, le taux global (17%) et celui des diplômés du supérieur (35%).

Dans ces quartiers populaires de Manouba, plusieurs études ont montré l'importance du chômage et son impact sur les différentes personnes enquêtées, notamment celle qui sont titulaires d'un diplôme universitaire. « Il apparaît que l'on est face à une conception du travail certes synonyme de satisfaction des besoins économiques, mais aussi d'épanouissement, de reconnaissance et de mise à l'épreuve de ses compétences, notamment celles acquises lors de longues études. Perte de repères dans l'espace et dans

le temps, conscience de leur inutilité au monde [...], perte de l'estime de soi.» (Ben Amor et Moussa, 2016).

Par ailleurs, et concernant les indicateurs de l'équipement et de l'infrastructure à Manouba, ils sont souvent très faibles dans le milieu rural. À El Battane par exemple, la proportion des ménages connectés à internet est seulement de 8% et le pourcentage de ceux possédant un PC est de 11%. Pour le raccordement aux services de l'assainissement, la proportion des logements est encore plus faible dans le milieu non communal et elle ne dépasse pas 11% à Jedeida et 5% à Borj Amri (entre 1% et 3% pour le gaz naturel).

Enfin, pour le solde migratoire, le gouvernorat de Manouba est relativement attractif, avec un solde positif de 8577 et un effectif d'entrants de 28 mille personnes (contre un nombre de sortants de 20 mille individus).

3. L'indice du Bonheur Intérieur Net (BIN) dans le Nord-Est

Dans cette section, on va calculer et analyser le BIN des différentes délégations des trois gouvernorats : Nabeul, Zaghouan et Bizerte.

Délégation	BIN	Délégation	BIN	Délégation	BIN
Nabeul	691	Bizerte Nord	684	Zaghouan	592
Dar Chaabane	650	Zarzouna	495	Ezzeriba	522
Beni Khiair	655	Bizerte Sud	537	Bir Mchergua	489
Korba	616	Sedjnene	374	Elfahs	477
Menzel Temime	562	Djoumine	353	Ennadhour	381
El Mida	537	Mateur	510	Saouef	341
Kelibia	587	Ghezalla	383	Total (Gouvernorat)	494
Hammam El Guezaz	568	Menzel Bourguiba	565		
El Houaria	503	Tinja	590		
Takelsa	526	Utique	529		
Sliman	527	Ghar El Meleh	557		
Menzel Bouzelfa	592	Menzel Djmil	601		
Beni Khaled	610	El Alia	555		
Grombalia	607	Ras Djbel	620		
Bouargoub	568	Total (Gouvernorat)	567		
Hammamet	638	Total Tunisie	573		
Total (Gouvernorat)	606				

Tableau n°2- L'indice du Bonheur Intérieur Net (BIN) dans le Nord-Est
Source : Élaborés par nos calculs, à partir des données de l'INS

3.1. Le gouvernorat de Nabeul

Le gouvernorat de Nabeul enregistre un BIN moyen de 606 légèrement supérieur à la moyenne nationale. Si le BIN de Nabeul Ville est relativement important (près de 700), on doit noter que six délégations enregistrent un indice faible inférieur à 573 (le BIN national).

C'est El Houaria et Takelsa qui ont les deux BIN les plus faibles et ce pour de nombreuses raisons. Pour la première délégation par exemple, le BIN est affecté par la faiblesse des indicateurs de l'équipement (la connexion à internet et la possession d'une voiture ne dépassent 10% et 14% respectivement) et par l'importance des taux de chômage des diplômés du supérieur (plus de 35%). Il en est de même pour la délégation de Takelsa.

Nonobstant la baisse des indicateurs dans le milieu rural, les indices de développement sont relativement satisfaisants à Nabeul, ce qui explique le caractère attractif du gouvernorat, enregistrant un solde migratoire positif de plus de 13 mille, avec un effectif d'entrants dépassant 46 mille personnes.

Cette attractivité de Nabeul est inhérente à ses multiples avantages et à ses nombreux atouts, en particulier ses ressources naturelles, *sa position géostratégique* (en plus des plages qui se succèdent sur une côte de 300 km de longueur et des conditions climatiques favorables, la presqu'île du Cap-Bon dispose d'un grand nombre de sites naturels diversifiés. Le littoral du Cap Bon a joué un rôle primordial pour rendre la région un pôle touristique considérable pour le tourisme balnéaire surtout au golf de Hammamet) ; les matières premières de haute qualité (tels que l'argile, le marbre...) employées dans l'artisanat ; les équipements collectifs (la proximité des aéroports et des ports, le réseau routier important, le réseau de chemins de fer, les ressources hydrauliques, les zones industrielles aménagées, les entreprises industrielles dans les différentes zones, les établissements d'enseignement supérieur ; la spécification dans le secteur de l'artisanat surtout la poterie, la céramique ; les opportunités d'investissement dans plusieurs secteurs : le tourisme écologique et culturel, le thermalisme, les industries vertes...(Ministère du Développement Régional et de la Planification, 2013).

3.2. Le gouvernorat de Zaghouan

La région de Zaghouan est l'une des régions orientales les moins développées du pays. Elle a un BIN moyen inférieur à 500 et nettement en dessous de la moyenne nationale. À l'exception de Zaghouan Ville, toutes les autres délégations ont un BIN inférieur à 573.

Mais, ce qui est plus important, c'est la réelle marginalisation de certaines délégations ayant *un score inférieur au seuil de 400 points, il s'agit d'Ennadhour et surtout de Saouef*. Dans cette dernière délégation, tous les indicateurs sont très faibles et ce aussi bien pour l'éducation et l'emploi que pour la pauvreté et les conditions de vie (moins de 2% des ménages connectés, un analphabétisme de plus de 35%, un taux de pauvreté qui avoisine le tiers de la population, un chômage des cadres qui touche près de 30% des jeunes, un taux de raccordement ONAS de 11% seulement...).

Bien entendu, si l'on analyse "la condition féminine" et la situation des zones rurales, l'enclavement et la marginalisation seront plus importants par rapport à la situation des hommes et à celle des zones communales.

Le rapport du Ministère du développement et du CGDR confirme toutes ces insuffisances et ces problématiques du développement dans les différentes délégations de Zaghouan. Dans cette synthèse, les auteurs du rapport affirment que le gouvernorat de Zaghouan se caractérise par des éléments endogènes et exogènes qui ont influé sur son mode de fonctionnement et peu des facteurs qui ont conditionné son degré de développement. Parmi ces principaux éléments, on trouve : un milieu naturel riche de sites et de paysages et un cadre géographique marqué par la proximité de la Capitale, un capital humain sous-qualifié avec des taux élevés pour l'analphabétisme et l'abandon scolaire, un monde rural dominant avec un nombre important de villages qui nécessitent un programme de développement spécifique et urgent, un profil économique dominé par l'activité agricole et un secteur industriel en croissance moyenne, un niveau d'équipements socio-collectifs insuffisant et des infrastructures déficitaires notamment en assainissement et en eau potable dans les zones rurales, un foncier encore flou constituant un frein au développement et à la réalisation des projets, un patrimoine riche et varié composé de grands monuments historiques et un environnement de qualité, mais sensible sous la menace de certaines nuisances et un tissu associatif peu étoffé nécessitant des mesures de dynamisation (CGDR, 2017).

3.3. Le gouvernorat de Bizerte

Le BIN du gouvernorat de Bizerte est moyen et il est quasiment égal au BIN national. L'indice de Bizerte Nord est relativement élevé et il avoisine le seuil de 700 (celui de Ras Djebel est également supérieur à la moyenne nationale avec 620).

Toutefois, on doit noter que trois délégations sont caractérisées par des BIN très faibles inférieurs au seuil de 400 points, en l'occurrence Ghezalla, Sedjnane et Djoumine. Dans les deux dernières communes, on trouve un taux de pauvreté qui avoisine 30%, un taux de chômage des cadres oscillant entre 26% et 30%, un taux d'analphabétisme de plus de 42%, une proportion des ménages connectés à internet entre 1% et 4%, un taux de raccordement au réseau d'assainissement de 4% (à Djoumine), une proportion très faible pour la possession des biens (entre 8% et 10% pour la voiture et entre 2% et 7% pour l'ordinateur)... Tous ces indicateurs reflètent une véritable exclusion et une réelle paupérisation de ces délégations et leur sous-développement indéniable par rapport aux autres localités du pays.

Un rapport de synthèse sur la région, réalisé par le CGDR, a permis de définir une stratégie de développement global pour Bizerte pour l'horizon 2030. Selon cette étude, l'orientation future de la région et ses perspectives de développement ont permis d'identifier les principaux axes de développement suivants :

- renforcer et améliorer le secteur industriel de Bizerte, ainsi que son attractivité et sa compétitivité.

- L'exploitation des ressources agricoles, halieutiques et médicinales de la région.

- Renforcement des infrastructures et de la logistique pour le transport.

- Développement des capacités des économies verte, bleue et numérique.

- Réductions des disparités entre les délégations et améliorer les conditions de vie.

Enfin, on doit noter que le solde migratoire à Bizerte dépend souvent de la délégation et de sa situation développementiste, c'est pourquoi ce solde est négatif dans certaines communes précisément, à savoir Sedjnane, Djoumine, Mateur, Ghezalla et Menzel Bourguiba. Dans l'ensemble du gouvernorat, le solde est négatif (-6001) avec un effectif de sortants de plus de 25000 personnes.

4. L'indice du Bonheur Intérieur Net (BIN) dans le Nord-Ouest

Dans cette section, on va calculer et analyser le BIN des différentes délégations des quatre gouvernorats : Béja, Jendouba, Le Kef et Siliana.

Délégation	BIN	Délégation	BIN	Délégation	BIN	Délégation	BIN
Béja Nord	480	Jendouba	522	Kef Ouest	550	Siliana Nord	524
Béja Sud	501	Jendouba Nord	390	Kef Est	543	Siliana Sud	449
Amdoun	343	Bousalem	438	Nebeur	383	Bouarada	418
Nefza	356	Tabarka	454	Sidi Youssef	401	Gaafour	426
Teboursouk	401	Ain Drahem	368	Tajerouine	432	Elkrib	440
Tibar	386	Fernana	311	Kalaat Snan	428	Bourouis	379
Testour	401	Ghardimaou	360	Kalaat Khesba	393	Makthar	381
Goubellat	344	Oued Mliz	339	Djerissa	426	Errouhia	357
Mdjez Elbeb	500	Balta	352	Elksour	395	Kesra	391
		Bou Aouane					
Total (Gouvernorat)	404	Total (Gouvernorat)	404	Dahmani	378	Bargou	418
Total Tunisie	573			Essers	418	Elaroussa	392
				Total (Gouvernorat)	435	Total (Gouvernorat)	439

Tableau n°3. L'indice du Bonheur Intérieur Net (BIN) dans le Nord-Ouest

Source : Élaborés par nos calculs, à partir des données de l'INS

4.1. Le gouvernorat de Béja

Les différents indicateurs de développement dans le Nord-Ouest (et dans le Centre-Ouest) sont nettement inférieurs à la moyenne nationale et ce dans tous les secteurs socio-économiques. Ceci s'est répercuté évidemment sur le BIN de Béja qui est seulement de 404 points.

Mais ce qui est encore plus important à noter, c'est que toutes les délégations ont un BIN inférieur à 502, avec certaines localités dont l'indice est très faible et inférieur à 360 à Nefza, Amdoun et Goubellat. Si le taux de pauvreté du gouvernorat est l'un des plus élevés du pays (32%), il est encore plus élevé dans les trois délégations sus-citées avoisinant le seuil de 40%.

Bien entendu, la faiblesse du BIN est inhérente à l'évolution des différentes variables de développement dans ces communes, où l'on trouve, entre autres :

- un taux d'analphabétisme très élevé de près de 40%.
- Un chômage des diplômés du supérieur qui touche entre 30 et 35% des jeunes.
- Une proportion des ménages connectés très faible oscillant entre 3% et 7% (le taux de possession d'un PC varie entre 6% et 9%).
- Un taux de raccordement au réseau d'assainissement qui touche moins de 30% des logements (3% à Tibar).

Cette situation développementaliste explique le caractère répulsif du gouvernorat, puisque les données du dernier RGPH montrent le solde migratoire négatif de Béja (-7764) et ce quasiment pour toutes les délégations, avec un effectif des sortants qui dépasse 17 mille personnes.

En intégrant les variables genre et milieu, on peut faire les remarques suivantes :

- pour l'analphabétisme féminin, il dépasse 43% à Goubellat et 48% à Nefza et Amdoun (dans les deux dernières délégations, et dans le milieu rural, il est supérieur à 52% à Nefza et à 56% à Amdoun). Concernant le chômage féminin, et plus précisément pour les femmes diplômées, le taux de chômage dépasse 40% à Amdoun, Nefza et Teboursouk et il est de 44% à Goubellat et de 45% à Tibar
- pour le milieu rural, les différents indicateurs sont évidemment très faibles. À titre d'exemple, pour l'équipement nécessaire (comme la toilette, la SB ou la douche), la proportion des ménages *non* équipés est invraisemblable atteignant (pour les toilettes) 67% à Nefza et 74% à Amdoun et dépassant, pour la SB, 78% à Nefza et 84% à Amdoun.

-En ce qui concerne le raccordement au réseau d'assainissement, le taux varie entre 2% à Amdoun et 3% à Goubellat et Tibar. Même pour l'eau potable, une part importante de la population rurale ne bénéficie pas des services de la SONEDE, cette part dépasse 55% à Amdoun, 58% à Tebousouk et 61% à Nefza. Pour la connexion internet, le taux des ménages connectés chute dans le milieu non communal pour ne pas atteindre 2% à Amdoun et 0,5% à Goubellat.

4.2. Le gouvernorat de Jendouba

À l'instar du gouvernorat de Béja, toutes les délégations de Jendouba enregistrent un BIN nettement inférieur à la moyenne nationale (le BIN moyen du gouvernorat est égal à celui de Béja et il est de 404 points). Certaines délégations se distinguent par un indice BIN très faible inférieur à 370, en l'occurrence Ain Drahem, Ghardimaou, Oued Mliz et Balta Bou Aouane.

Mais c'est Fernana qui enregistre le BIN le plus faible avec un score de 311 points seulement. Dans cette délégation, tous les indicateurs "sont au rouge" :

- le taux d'analphabétisme est de près de 45% et le taux de chômage des cadres dépasse 35%.
- La pauvreté touche presque le tiers de la population.
- Le taux de raccordement à l'eau potable est inférieur à 24%, le pourcentage des ménages bénéficiant des services de l'assainissement ne dépasse pas 9%, alors que la proportion des ménages connectés à internet ne dépasse pas 3%.

Comme on l'a précédemment invoqué pour Béja, le caractère répulsif de la région explique le solde migratoire négatif de Jendouba qui dépasse -12408 et qui concerne la quasi-totalité des délégations, avec un nombre de sortants qui avoisine 23 mille personnes.

En ce qui concerne la délégation la plus défavorisée, en l'occurrence Fernana, et en dépit de l'environnement qui offre de nombreuses opportunités de développement local et humain (une meilleure exploitation des ressources forestières à travers l'exploitation, la transformation ou le conditionnement des produits forestiers ligneux (liège et bois) et non ligneux : gibier, champignons, truffes, plantes aromatiques et médicinales), plusieurs obstacles et menaces au développement sont à souligner, notamment les obstacles administratifs et financiers, l'absence de certaines administrations (STEG, SONEDE) ; sur le plan financier, les banques sont également quasi-absentes et n'offrent pas de services adaptés aux sollicitations locales), le manque d'infrastructures (l'accès à l'eau potable est limité surtout dans les zones forestières, la qualité des routes dans les zones forestières, les capacités en moyens de transport insuffisantes, les centres de formation professionnelle comme les équipements de loisir inexistantes), des menaces s'exercent également sur ce territoire à travers la population (du fait de la migration du capital et du travail non qualifié vers Jendouba, vers la capitale et vers l'étranger, et en particulier la migration des jeunes filles, des conditions de vie déplorables et d'un taux de suicide de jeunes filles inquiétant) (Touensa association et OIT, 2013).

4.3. Le gouvernorat du Kef

Toutes les délégations du Kef enregistrent un BIN faible inférieur à la moyenne nationale. Outre la faiblesse des indicateurs de l'équipement, de l'infrastructure et de l'éducation, deux facteurs explicatifs doivent être signalés :

-le taux de pauvreté au Kef est l'un des plus élevés du pays ; c'est le seul gouvernorat (avec Kairouan) où l'on trouve une pauvreté dépassant le seuil de 34% (dans certaines délégations, ce taux avoisine même 40%).

-Le taux de chômage des cadres est relativement élevé, puisqu'il dépasse 30% dans six délégations (36,6% à Dahmani et 33% à Djerissa).

Quatre délégations se distinguent par un BIN très faible et inférieur à 400 points, il s'agit de : Nebeur, Kalaat Khesba, Elksour et Dahmani. Dans ces communes, certaines caractéristiques développementistes peuvent être notées :

- le taux de pauvreté est très élevé, il est souvent compris entre 30% et 40% ;
- le chômage des diplômés du supérieur est également élevé, il oscille entre 30% et 35% ;
- l'analphabétisme touche généralement le tiers de la population dans ces délégations (36% à Nebeur) ;
- le raccordement au réseau de l'ONAS est moyen, mais il est nettement en dessous de la moyenne nationale à Elksour (38%) et Nebeur (19%) ;
- la proportion des ménages connectés est très faible, elle est comprise entre 5% à Nebeur et 11% à Dahmani et Kalaat Khesba.

Parmi les explications du chômage, la grande faiblesse du tissu industriel dans la région : « Le bilan de plus de 50 ans de tentatives d'industrialisation du gouvernorat est très faible, la reconversion de l'économie industrielle du Kef s'est soldée d'un grand échec, l'industrie non manufacturière est en cours de disparition, les industries manufacturières sont très peu dynamiques, Le Kef enregistre les plus faibles performances industrielles du Nord-Ouest et probablement parmi les plus faibles du pays. » (Tizaoui, 2018).

Les zones rurales du gouvernorat du Kef sont en décroissance en raison d'un exode important, ces zones souffrent de diverses défaillances, notamment un manque d'accès à l'eau potable ; le gouvernorat du Kef est caractérisé par l'importance de l'agriculture, essentiellement la culture des céréales, l'élevage et les forêts. Or, l'agriculture n'est ni diversifiée, ni extensive. Ceci explique en partie que les agriculteurs

ne vivent pas sur leurs fermes mais dans les villes ; le modèle de développement du Nord-Ouest doit être revu avec un accent particulier sur le développement agricole et agroalimentaire, mais également au travers du développement de l'industrie et des services ; l'agriculture n'est plus un secteur recherché, il s'agit plutôt d'une activité familiale, ce qui explique le manque d'innovation et le non recrutement des diplômés de l'enseignement supérieur (Touensa association et OIT, 2013).

En ce qui concerne l'une des délégations les plus défavorisées, en l'occurrence Nebeur, elle se caractérise par un potentiel agricole et environnemental important. Ces potentialités se traduisent en une abondance d'eau avec une pluviométrie supérieure à 400 mm/an, la présence du barrage Mellag, l'existence de deux périmètres irrigués, la richesse des ressources agricoles (lait, viande, etc.), 28 500 hectares de forêts riches en faune et flore... Cependant, les obstacles au développement sont multiples et les défaillances sont nombreuses : l'agriculture qui est réalisée de façon classique, l'absence de possibilités de formation des agriculteurs à Nebeur à travers des structures pérennes, l'absence d'une nappe profonde, l'absence de coopératives fonctionnelles... (Ibid, pp.36-39).

Cette marginalisation de la délégation de Nebeur et des différentes localités du Kef (et du Nord-Ouest en général) a poussé certains chercheurs à parler de "blocage du développement" : comme l'a analysé N. Mhidhi, « la population locale a toujours tendance à se diriger vers d'autres centres urbains plus importants. En fait, ces petites communes sont bloquées à l'amont et à l'aval :

- à l'amont parce que les autres centres plus grands, subrégionaux ou régionaux et même la Capitale, n'ont pas besoin de leur médiation pour étendre leur influence sur les espaces locaux
- à l'aval parce que l'espace concerné par ces communes du Nord-Ouest est tellement pauvre qu'il n'a rien à apporter et n'a besoin que de quelques services » (Mhidhi, 1998).

Avec tous ces indicateurs, on ne peut s'étonner du caractère répulsif de la région, avec un solde migratoire de -7504 et un nombre de sortants qui dépasse 18490 personnes.

4.4.Le gouvernorat de Siliana

Tout comme les différentes délégations du Nord-Ouest, les communes du gouvernorat de Siliana ont un BIN inférieur à la moyenne nationale. Dans la plupart des délégations, le taux de pauvreté oscille entre 25% et 30%, le chômage des cadres est également très élevé avec des taux compris entre 26% et 32%. Il en va de même pour l'analphabétisation qui touche souvent entre 30% et 42% de la population.

À l'instar du Kef, quelques délégations enregistrent un BIN très faible et inférieur à 400 points, il s'agit de : Bourouis, Makthar, Kesra, Bargou et surtout Errouhia dont l'indice est seulement de 357. Dans ces cinq délégations, certains indicateurs sont très éloquents :

- le taux d'analphabétisme est de près de 40% à Kesra et de 42% à Errouhia
- le taux de chômage des cadres dépasse 31% et 32% respectivement à Makthar et Bourouis
- la pauvreté est considérable dans quelques délégations et elle dépasse le seuil de 40% à Kesra et Errouhia. Dans ces deux délégations précisément, la proportion des ménages connectés est très faible oscillant entre 4% et 5% et le taux de possession d'un PC est de 6%
- pour le raccordement au réseau d'assainissement, ces délégations ont des taux compris entre 25% à Errouhia et 39% à Bargou. L'indice est aussi faible pour le raccordement en eau potable à Errouhia avec un taux de 35% seulement.

En général, dans l'ensemble du gouvernorat de Siliana, on peut noter l'existence des ressources importantes mais on remarque une très faible exploitation des opportunités.

En prenant comme exemple la délégation d'Errouhia, qui est l'une des délégations les plus marginalisées de la région, on peut souligner que cette localité est une zone agricole caractérisée par des richesses agricoles très importantes, notamment les plantations arboricoles telles que les pommiers et les oliviers. On y trouve également des cultures maraîchères. Compte tenu du potentiel agricole, le taux de pauvreté peut être expliqué par une exploitation non optimale des ressources. L'agriculture y est menée de manière traditionnelle et ne permet pas de dégager une productivité suffisante. La délégation

d'Errouhia ne compte pas de centre de formation professionnelle et peu de formations ont été proposées jusqu'à présent. De plus, le tissu industriel est faible voire même inexistant. Errouhia compte une usine de confection (sous-traitant de la marque Benetton) qui emploie environ 90 personnes et dans laquelle les habitants regrettent le non-respect des droits de travail (les ouvrières sont payées des salaires souvent inférieurs au SMIG). Errouhia est donc une zone vierge en ce qui concerne l'initiative privée (Touensa association et OIT, 2013).

Enfin, et à l'instar de tous les gouvernorats du Nord-Ouest (et du Centre Ouest), le solde migratoire de Siliana est négatif avec -9034 et un effectif de sortants de plus de 16525 personnes.

5.1. L'indice du Bonheur Intérieur Net (BIN) dans le Centre-Est

Dans cette section, on va calculer et analyser le BIN des différentes délégations des quatre gouvernorats : Sousse, Monastir, Mahdia et Sfax.

Délégation	BIN	Délégation	BIN	Délégation	BIN	Délégation	BIN
Sousse Medina	738	Monastir	736	Mahdia	642	Sfax Ville	714
Sousse Riadh	651	Werdanine	586	Boumerdes	507	Sfax Ouest	709
Sousse Jawhra	743	Sahline	652	Ouled Chamekh	439	Sakiet Ezzit	718
Sidi Abdelhamid	553	Zarmidine	538	Chorbene	431	Sakiet Eddair	686
Hammam Sousse	722	Beni Hassen	556	Hebira	504	Sfax Sud	711
Akouda	706	Jammel	603	Essouassi	484	Tina	595
Kalaa Kebira	593	Benbla	629	Eldjem	524	Agareb	484
Sidi Bouali	571	Moknine	585	Chebba	627	Djbeniana	526
Hergla	599	Bekalta	633	Meloulech	497	El Amra	522
Enfidha	492	Teboulba	646	Sidi Alouane	508	El Hancha	509
Bouficha	522	Ksar Helal	640	Ksour Essef	581	Menzel Chaker	490
Kondar	474	Ksibet Elmediouni	648	Total (Gouvernorat)	533	Ghraiba	394
Sidi Elheni	482	Sayada Lamta Bouhjar	676			Bir Ali Ben Khelifa	445
Msaken	647	Total (Gouvernorat)	646			Skhira	410
Kalaa Sghira	629					Mahres	542
Zaouia Ksiba Thrayet	566					Kerkenah	604
Total (Gouvernorat)	627					Total (Gouvernorat)	637
Total Tunisie	573						

Tableau n°4. L'indice du Bonheur Intérieur Net (BIN) dans le Centre-Est (source : Élaborés par nos calculs, à partir des données de l'INS)

5.1. Le gouvernorat de Sousse

Contrairement aux différentes régions du Nord-Ouest, le gouvernorat de Sousse enregistre des scores toujours supérieurs à la moyenne nationale. Outre le BIN moyen (627), certaines délégations enregistrent un BIN très élevé dépassant le seuil de 700 points, il s'agit de Sousse Medina, Sousse Jawhra, Akouda et Hammam Sousse. Tous les indicateurs dans ces quatre délégations sont, souvent, très satisfaisants et ce pour les différentes variables de développement.

En fait, Sousse, avec Monastir et le District de Tunis, constituent les régions les plus développées de la Tunisie et elles sont les villes les plus importantes de l'axe littoral qui constitue "l'épine dorsale" de l'espace tunisien. Selon les statistiques récentes, cet axe littoral représente plus de 92% des entreprises off-shore. Il constitue, de plus en plus, un espace de desserrement métropolitain de la Capitale. Il concentre plus de 65% des projets, 90% de l'investissement et 91% de l'emploi textile. Quant à l'industrie exportatrice, sa part est souvent comprise entre 92 et 95%. La dynamique

économique se limite ainsi à un triangle BKM entre Bizerte-Kélibia et Mahdia. Le NE et le CE représentent 59% de la population et 75,6% du PIB (Belhedi, 2018).

Toutefois, et en dépit du développement indéniable de l'axe littoral en général et du gouvernorat de Sousse en particulier, on doit noter l'existence de certaines délégations à Sousse dont le BIN est relativement faible avec un indice inférieur à 500, il s'agit de : Kondar, Enfidha et Sidi Elheni. Dans ces trois localités, certains indicateurs de développement sont nettement inférieurs au seuil national et surtout nettement en dessous des scores enregistrés à Sousse. À titre d'exemple, on peut citer :

-le taux d'analphabétisme est compris entre 21% et 28% alors que le taux moyen du gouvernorat est de 13% (6% à Sousse Riadh et 7% à Jawhra)

-le taux de chômage des cadres varie entre 20% à Kondar et 23% à Enfidha tandis que le taux moyen est de 15% (10% à Jawhra et à la Medina)

-la pauvreté touche plus de 20% de la population dans ces délégations, alors qu'elle ne dépasse pas 5% dans les différentes délégations les plus développées

-la proportion des ménages connectés est de 5% à Kondar et Sidi Elheni, contre 37% pour l'ensemble du gouvernorat et près de 60% à Jawhra (pour le raccordement au réseau de l'ONAS, il est de près de 100% dans les délégations de Sousse Ville contre moins de 5% dans les communes sous-développées).

Cependant, et en dépit de toutes ces lacunes dans les délégations marginalisées de Sousse, les différents indicateurs de développement demeurent, dans la plupart des cas, relativement satisfaisants, ce qui explique le caractère attractif de la région qui enregistre un solde migratoire positif de près de 13500 avec un nombre d'entrants qui dépasse 55 mille personnes.

5.2. Le gouvernorat de Monastir

Étant une zone totalement urbanisée (le taux d'urbanisation est de 100%), les indicateurs de développement du gouvernorat de Monastir sont parmi les meilleurs scores du pays. Le BIN régional est de 646 et il est supérieur à 600 dans la plupart des délégations. Le score de Monastir Ville est de 736 et il est l'un des plus élevés (avec Tunis, Ariana et Sousse).

Au niveau du marché de l'emploi, les taux de chômage (global et supérieur) sont parmi les moins élevés sur tout le territoire tunisien, avec des taux respectifs de 9% et de 18%. Il en est de même pour la pauvreté où le taux régional est de 8% contre un taux de 15% au niveau national. Pour l'analphabétisme, il est de 11% dans le gouvernorat de Monastir (6% au Centre-Ville) contre un taux national de près de 20% et un taux dépassant 50% dans plusieurs délégations intérieures.

Cela étant, on peut s'attendre à une attractivité importante de la région, avec un solde migratoire positif pour la quasi-totalité des délégations (le solde est de 8768 selon le RGPH de 2014) et un nombre d'entrants qui avoisine 30 mille personnes.

Outre le développement rapide du secteur touristique (en 2018, la région touristique Monastir-Skanes comporte plus de 50 hôtels classés, totalisant une capacité de plus de 22 mille lits, 62 agences de voyages...), le dynamisme du secteur industriel a joué un rôle primordial dans le développement économique et social de la région. L'exemple de Ksar Hellal est significatif à plus d'un titre.

Comme l'a souligné H.Tizaoui, elle apparaît comme une ville atelier animée par toute une communauté qui en tire profit et qui a façonné un cluster très ancré territorialement mais, aussi, ouvert d'une façon sélective sur l'international. Les entrepreneurs de la confection et du tissage hilalien profitent au maximum d'un marché de travail performant en nombre et en qualité, jouissant d'une flexibilité remarquable, surtout pour l'activité confection, pour l'adaptation à demande du marché, étranger surtout. La tradition aidant, puisque tout le monde pratique l'industrie textile et dès le jeune âge à Ksar Hellal. En 2000 par exemple, la zone Ksar Hellal-Moknine comporte 150 entreprises et 14243 salariés dans l'industrie textile, soit 82% des entreprises et 92,2% des salariés. Parmi les principales caractéristiques de ce cluster hilalien c'est sa capacité d'innovation (le processus hilalien de création

envoyant à un autre processus de veille/copie/amélioration) et d'adaptation (à la faiblesse de la Recherche/développement et de l'infrastructure technologique moderne) (Tizaoui, 2018).

Il faut noter, néanmoins, quelques lacunes dans certaines délégations du gouvernorat de Monastir. À titre d'exemple, et par rapport aux différents indices de la région, quelques délégations enregistrent des indicateurs nettement en deçà de la moyenne régionale :

-le taux d'analphabétisme féminin est relativement élevé à Zarmdin et à Beni Hassen (23%). Dans ces deux délégations précisément, le taux de chômage des cadres est de 29% et de 27% respectivement, contre 13% à Monastir Centre. Pour les femmes diplômées, ce taux est encore plus élevé puisqu'il concerne plus de 40% des jeunes diplômées du supérieur à Zarmdin (32% à Beni Hassen).

-Concernant la connexion à internet, ce taux est de 51% à Monastir Ville mais il chute à 20% dans les deux communes sus-invoquées. Pour le raccordement au réseau d'assainissement, il est de 96% au Centre-Ville et de 94% à Bembla tandis qu'il ne dépasse pas 58% et 55% à Zarmdin et à Beni Hassen respectivement.

5.3. Le gouvernorat de Mahdia

En dépit de plusieurs atouts et de nombreux avantages (sa position géographique, sa proximité de grands pôles de développement tels que Sfax, Monastir, et Sousse, sa forte capacité d'attractivité touristique et culturelle qu'elle recèle), le gouvernorat de Mahdia, dans son élan de développement, se heurte, aujourd'hui, à plusieurs difficultés qui constituent de véritables problématiques au développement de cette région dont :

- une infrastructure routière qui ne répond guère aux besoins et attentes des populations ;
- un taux de chômage assez élevé ;
- un déficit en eau assez compromettant pour le développement de l'agriculture dans la région ;
- la marginalisation et l'isolement de certaines délégations qui ont créé un phénomène d'exode préoccupant ;
- le morcellement des terres agricoles qui rend difficile la mise en œuvre d'un plan stratégique opérationnel de développement agricole ;
- la propagation de phénomènes de pollution marine et terrestre qui devient préoccupante et surtout la faiblesse du tissu industriel notamment dans les délégations intérieures (CGDR, 2018).

Les problèmes que connaît le secteur industriel à Mahdia constituent les principales entraves au développement de la région. Parmi les problématiques les plus importantes de l'industrie à Mahdia, le rapport sus-invoqué du CGDR cite notamment les points suivants :

- le secteur industriel à Mahdia est le plus faible de la région du Centre-Est de la Tunisie ; où on enregistre, en 2014, à Sousse 545 entreprises industrielles employant 10 personnes et plus, à Sfax 655 et à Monastir 658 entreprises alors qu'à Mahdia il existe actuellement seulement 147 entreprises ;
- le déséquilibre au niveau de la répartition des zones industrielles en faveur des délégations côtières et de nord du gouvernorat ;
- le problème foncier engendrant un blocage au développement du secteur ;
- les incitations insuffisantes (pour les entrepreneurs) pour l'investissement dans la région notamment dans les délégations de Melloulech, Hébir, Ouled Chamekh et Chorban (avec les procédures administratives liées à l'investissement jugées lentes et compliquées) ;
- l'absence de pôle technologique dans la région surtout dans le domaine du textile et agroalimentaire pilier de l'économie régionale ;
- le manque d'investissement dans les zones périphériques, l'infrastructure industrielle limitée et l'infrastructure de transport insuffisante engendrant l'enclavement de la région ;

- certaines délégations souffrent de la quasi-inexistence du secteur industriel (cas des délégations de l'intérieur du gouvernorat).

Pour toutes ces raisons, le gouvernorat de Mahdia est le seul gouvernorat du Centre Est qui a un BIN inférieur à la moyenne nationale. À l'exception de Mahdia Centre et d'Eldjem qui ont un BIN supérieur à 600 points, les autres délégations ont un BIN moyen et certaines communes ont même un indice faible inférieur à 500, il s'agit d'Essouassi, de Meloulech et surtout Ouled Chamekh et Chorbane dont le BIN n'a pas atteint 440.

Cette faiblesse du BIN (par rapport aux autres régions littorales) est inhérente à la baisse des différents indicateurs de développement, et ce notamment pour les délégations les plus défavorisées :

- -le taux de pauvreté est le plus élevé dans toutes les régions littorales avec 21,1% de la population, il avoisine le seuil de 30% dans plusieurs délégations marginalisées ;
- -le chômage des cadres est relativement élevé dans certaines communes, il est de 30% à Ouled Chamekh et de 32% à Meloulech ;
- -le taux d'analphabétisme dépasse 31% à Hebira et 33% à Ouled Chamekh (contre 13% à Mahdia Ville) ;
- -pour la proportion des ménages connectés à internet, elle est inférieure à 8% à Ouled Chamekh, Chorbane et Hebira. Dans ces trois délégations, le taux de raccordement au réseau ONAS est compris entre 2% (à Hebira) et 6,6% (ce taux est de 6% aussi à Meloulech et Sidi Alouane).

Ces indicateurs expliquent le caractère répulsif du gouvernorat de Mahdia, qui est la seule région du Sahel à enregistrer un solde migratoire négatif (-2481) avec un nombre de sortants qui dépasse 14 mille personnes.

5.4. Le gouvernorat de Sfax

Le BIN du gouvernorat de Sfax est de 637, il est l'un des plus élevés du pays. Outre le taux de chômage qui est relativement faible (11,9%), l'analphabétisme est aussi moyen (16%) mais surtout la proportion de la population pauvre est l'une des moins élevées en Tunisie avec un taux de 5,8%.

L'un des principaux facteurs de l'emploi et de la création de la richesse c'est le développement du secteur industriel et la diversification du tissu industriel sfaxien : la région est le deuxième foyer industriel du pays derrière Tunis. L'industrie Textile de l'Habillement et du Cuir (ITHC) apparaît comme dominante à Sfax avec 238 établissements et 17859 salariés (54,8% des salariés industriels à Sfax). Viennent ensuite les industries agroalimentaires (IAA) avec 94 établissements et 4367 salariés, les IMME avec 82 établissements et 4297 salariés. Tous les autres secteurs confondus totalisent 172 entreprises et 6059 salariés (Tizaoui, 2018).

La culture entrepreneuriale à Sfax a joué, et joue encore, un rôle fondamental dans le développement de la région. Ainsi, le facteur socio-culturel est primordial à cet égard : Différentes expériences entrepreneuriales montrent à quel point « le milieu sfaxien est générateur d'esprit d'entreprise ; que l'on soit à Sfax ou ailleurs, que l'on soit homme ou femme, on est porté par l'initiative économique privée. Dans ce milieu, on fait non seulement le culte de l'initiative privée mais aussi celui de la performance. L'initiative économique est vécue comme mode de vie articulé sur le changement, l'innovation, mais aussi sur l'inquiétude, l'instabilité [...]. La famille demeure en dépit des mutations sociales et culturelles que connaît la société d'aujourd'hui, un lieu dépositaire des valeurs » (Nabli, 2008).

Toutefois, et malgré tous ces avantages, quelques localités demeurent sous-développées et certaines délégations enregistrent un BIN très faible inférieur à 450 points, il s'agit de : Bir Ali Ben Khlifa, Skhira et surtout de Ghraiba où l'on trouve un indice de 394 seulement :

- pour Bir Ali Ben Khlifa, le taux d'analphabétisme est de 36% mais le taux féminin est de 45%. Quant au taux de chômage, il est de près de 20% mais pour les femmes il est supérieur

à 47% (51,2% en milieu non communal). Bien entendu, pour les diplômés du supérieur, le chômage est plus élevé avec un taux global de 37%, un taux féminin de 52% et qui dépasse 57% dans le milieu rural. En ce qui concerne la proportion des ménages connectés à l'internet, elle est seulement de 6% (2% dans les zones rurales, 5% pour la possession d'un ordinateur, 5% pour le taux relatif à l'assainissement et seulement 27% pour l'eau potable).

- Pour la délégation de Skhira, il s'agit quasiment de la même situation, avec une très faible desserte pour le réseau d'assainissement (2%) et pour l'eau potable (46% mais seulement 25% dans le milieu rural). Pour le chômage, le taux global est nettement supérieur à la moyenne nationale (26,4%) mais c'est surtout le taux féminin qui est considérable avec 50,6%. Concernant les cadres, ce taux de chômage est de 41% mais il dépasse 57% pour les femmes notamment dans les zones rurales (plus de 60%). Il en est de même pour l'analphabétisme féminin (un taux de 40%, et près de 50% dans le milieu non communal).
- Concernant la délégation de Ghraïba, les indicateurs de développement sont encore plus faibles et ce pour toutes les variables socio-économiques. À titre d'exemple, le taux de chômage global est de 25,4%, le taux féminin est de 45%, le taux pour les cadres dépasse 37% alors que le taux de chômage des femmes diplômées est supérieur à 51,7%. Pour les conditions de vie, la proportion des ménages connectés ne dépasse pas 4% (2,05% dans les zones rurales) tandis que les taux relatifs au réseau d'assainissement et au gaz naturel sont négligeables. Concernant l'équipement "élémentaire" comme les toilettes ou la SB (ou la douche), la proportion des logements équipés est comprise entre 44% et 53%, mais elle chute dans les zones non communales à 32% et à 43% seulement.

Par ailleurs, le solde migratoire est négatif dans ces trois délégations ; il est, en revanche, légèrement positif dans l'ensemble du gouvernorat de Sfax, avec un solde de près de 5 mille et un nombre d'entrants qui dépasse 63 mille personnes.

6- L'indice du Bonheur Intérieur Net (BIN) dans le Centre-Ouest

Dans cette section, on va calculer et analyser le BIN des différentes délégations des trois gouvernorats : Kairouan, Kasserine et Sidi Bouzid.

Délégation	BIN	Délégation	BIN	Délégation	BIN
Kairouan Nord	491	Kasserine Nord	503	Sidi Bouzid Ouest	510
Kairouan Sud	476	Kasserine Sud	373	Sidi Bouzid Est	402
Echbika	382	Ezzouhour	426	Jilma	381
Sebikha	364	Hassi Ferid	343	Cebalit Ouled Asker	368
El Oueslatia	370	Sebeitla	395	Bir Elhfey	415
Haffouz	391	Sebiba	354	Sidi Ali Ben Aoun	362
El Alaa	371	Djedeliane	336	Menzel Bouzaine	315
Hajeb El Ayoun	381	El Ayoun	295	Meknassy	405
Nasrallah	377	Thalla	354	Souk Jdid	373
Echarda	399	Hidra	365	Mezzouna	387
Bouhajla	356	Foussana	373	Rgueb	451
Total (Gouvernorat)	411	Feriana	379	Ouled Haffouz	450
Total Tunisie	573	Majel Bel Abbes	309	Total (Gouvernorat)	428
		Total (Gouvernorat)	372		

Tableau n°5. L'indice du Bonheur Intérieur Net (BIN) dans le Centre-Ouest. Source de données INS.

6.1. Le gouvernorat de Kairouan

Comme on l'a signalé dans des recherches précédentes (Bousnina A., 2019), le Centre-Ouest est la région la moins développée du pays et ce tant pour Kairouan que pour Kasserine et Sidi Bouzid.

En commençant par Kairouan, on doit noter la très grande faiblesse des BIN dans la quasi-totalité des délégations, avec 9 communes sur 11 ayant un BIN inférieur à 400. C'est le seul gouvernorat où l'on

trouve un taux de pauvreté de 35% dans l'ensemble de la région et une proportion des pauvres qui avoisine -ou parfois même dépasse- le seuil de 40%.

La "décomposition" de l'indice selon les différentes variables socio-économiques peut expliquer cette situation de sous-développement :

- concernant l'analphabétisme, le taux dépasse 40% dans la plupart des délégations, mais le taux féminin est beaucoup plus élevé, avec plus de 50% dans plusieurs communes et 55,6% à Bouhajla. Dans les zones rurales, le taux est légèrement plus important avec 55% à Sebikha et Haffouz, 56% à El Oueslatia et Hajeb El Ayoun et 58% à Bouhajla.
- En ce qui concerne le marché de l'emploi, le taux de chômage global est moyen dans l'ensemble de la région (16,9%), mais il est très élevé pour le sexe féminin, avec des taux de 38% à El Oueslatia, 40,9% à Echrarda et 41,7% à Nasrallah. Dans le milieu non communal, le taux est de 45,6% à Hajeb El Ayoun. Pour les diplômés du supérieur, le taux de chômage est également élevé notamment pour les femmes, avec des taux dépassant 40% à Nasrallah, 42% à Bouhajla et Sebikha et avoisiant 50% à Echbika (dans les zones rurales, ce taux dépasse souvent 45% et il atteint 52% et 53% à Bouhajla et Echbika respectivement).
- Pour les conditions de vie et l'équipement, l'absence totale de plusieurs services est remarquable dans certaines délégations. À titre d'exemple, le taux de raccordement au réseau ONAS est de 1% à Echrarda, 6% à Sebikha et de 0% à Echbika et Nasrallah (ce taux est de 0% dans toutes les délégations du milieu non communal). Pour l'eau potable, la proportion est très faible dans la plupart des zones rurales avec des taux de 32% à Nasrallah et de 17% à El Oueslatia. Il en est de même pour la connexion à internet, avec des proportions oscillantes entre 2% et 3%, mais qui est inférieure à 1% dans plusieurs zones rurales (entre 0,3% à El Oueslatia et 0,95% à Bouhajla).

Même pour les équipements "élémentaires" (comme la SB ou les toilettes), plusieurs logements dans de nombreuses délégations en sont dépourvus, en particulier dans les zones non communales ; cette proportion dépasse 50% à Bouhajla et elle est encore plus élevée à El Oueslatia (52% pour les toilettes et 70% pour la SB ou la douche) !

Concernant cette délégation, en l'occurrence El Ouslatia, et qui est l'une des délégations les plus défavorisées du Kairouan (et de toute la Tunisie), plusieurs contraintes et de nombreux obstacles au développement peuvent être soulignés : comme pour Nasrallah et El Alâa, il n'y a aucune industrie au niveau local. Les habitants sont agriculteurs, apiculteurs ou fonctionnaires (environ 1 500) et le reste de la population travaille à l'extérieur de la délégation, voire même très souvent hors du gouvernorat ; les filles qui travaillent ne le font pas dans leur délégation ni même dans le gouvernorat mais bien dans les industries textiles et de câblerie du Sahel ou en tant qu'aide-ménagère pour 90 % d'entre elles (Touensa association et OIT, 2013).

À cet égard, les statistiques confirment la régression rapide de l'industrie artisanale non seulement à El Oueslatia mais dans tout le gouvernorat : on note, en effet, une chute de l'emploi manufacturier qui a touché tous les gouvernorats du Centre Ouest et plus particulièrement le gouvernorat de Kairouan qui a connu un rythme de régression toujours rapide ; cette régression très rapide des actifs dans les industries manufacturières au sens large s'explique par la crise profonde que connaissent les industries artisanales à Kairouan surtout celles des tapis et des couvertures traditionnelles (- 10897 emplois féminins entre 1994 et 2009) (Tizaoui, 2018).

Pour toutes ces raisons, on ne peut trouver qu'un solde migratoire négatif dans le gouvernorat de Kairouan (-19463) qui reflète le caractère répulsif de la région, avec un nombre de sortants assez important dépassant 34 mille personnes.

6.2. Le gouvernorat de Kasserine

Si le gouvernorat de Kairouan comporte plusieurs délégations ayant un BIN inférieur à 400 points, la situation de Kasserine est encore pire avec de nombreuses délégations ayant un BIN inférieur à 350, en l'occurrence Hassi Ferid, Djedeliane, Majel Bel Abbes et surtout El Ayoun qui a un BIN très faible inférieur même au seuil de 300. Le BIN moyen de Kasserine est de 372, et on remarque que sur 13 délégations, 11 ont un BIN inférieur à 400 points. Ceci confirme, encore une fois, que Kasserine est la région la moins développée et la plus marginalisée de la Tunisie.

Plusieurs indicateurs sont très éloquents à cet égard :

- le taux de pauvreté est de 33% dans la région mais il dépasse 40% dans les communes les moins riches et les plus enclavées du gouvernorat.
- Pour le taux d'analphabétisme, il est de 45% à El Ayoun et de 55% à Hassi Ferid, mais il est considérable pour l'analphabétisation féminine (55% à El Ayoun et 62% à Hassi Ferid) surtout dans les zones rurales où la proportion de la population illettrée dépasse souvent le seuil de 50% ou de 60%.
- En ce qui concerne l'infrastructure et les conditions de vie, les différents indicateurs montrent une très grande faiblesse dans la quasi-totalité des délégations. À ce titre, la proportion des ménages connectés et celle possédant un ordinateur sont compris entre 0,5% et 1% dans plusieurs délégations, en particulier dans le milieu rural (pour la connexion internet, et hormis Kasserine Ville et Foussana, ce taux est compris, dans les zones rurales, entre 0,3% et 1,4%) ! Concernant les services d'infrastructure, les indices sont très faibles non seulement pour le raccordement au réseau d'assainissement mais aussi pour l'eau potable : pour le réseau ONAS, ce taux est de 0% même dans le milieu urbain (Djedeliane, Hidra et Majel Bel Abbes). Dans les zones rurales, le taux est de 0% dans toutes les délégations. Pour l'eau potable, la desserte est encore faible avec un taux oscillant entre 26% et 28% à El Ayoun et Hassi Ferid (dans les zones non communales, ce taux est de 34% pour l'ensemble du gouvernorat, ce qui signifie que les 2/3 de la population, dans toutes les délégations, ne bénéficient pas encore de l'eau courante) ! Pour les équipements "élémentaires" (douche ou toilettes), plusieurs délégations enregistrent des proportions des logements "sans facilités" dépassant toutes les autres communes du pays. À titre d'exemple, pour les logements sans toilettes, cette proportion est de 64% à El Ayoun et de 68% à Hassi Ferid ; pour les logements sans douche (ou SB), cette proportion dépasse 74% à El Ayoun et 78% à Hassi Ferid.
- Pour le chômage des cadres, ce taux dépasse 35% dans plusieurs délégations et il est de 45% à Majel Bel Abbes. Bien entendu, le taux féminin est encore plus élevé atteignant un niveau alarmant dans certaines localités, avec un taux de 51% à Sbiba, Foussana et Feriana, de 57% à Thalla et de 63% à Majel Bel Abbes. Dans les zones rurales, le taux féminin est vraiment vertigineux dépassant 63% à Sbiba, 74% à Hidra et 77% à Majel Bel Abbes.

Huit ans après la révolution et la transition politique, depuis janvier 2011, le résultat « est une plongée dans le désenchantement et la persistance de la colère populaire [...]. La réalité est implacable : peu de choses ont changé dans le gouvernorat de Kasserine depuis la chute du dictateur. La pauvreté et le sous-développement sont endémiques [...]. La pauvreté a sévi et n'a plus lâché prise. Comme le saule, elle a enfoncé ses racines, s'est ancrée et propagée sur la terre [...]. A Kasserine comme à Thala, Majel Ben Abbes ou Ayoun, c'est le même sentiment d'abandon et d'injustice qui prévaut » (Belkaid, 2018).

Ce sentiment d'oubli et d'abandon est aisément explicable : dans certaines localités, l'investissement est négligeable voire inexistant. Si l'on prend l'exemple de l'industrie, on peut souligner que le tissu industriel « est majoritairement concentré dans la ville chef-lieu du gouvernorat [...]. Foussana, Majel Ben Abbes, Jedeliane et Sbiba n'abritent qu'entre 1 et 3 entreprises industrielles pour quelques dizaines d'emplois. Dans ces villes, l'activité industrielle reste embryonnaire. Les villes

de Hassi Frid, de Hidra et d'El Ayoun ne connaissent pas encore l'usine » (Tizaoui, 2018). Les explications de la très grande faiblesse du tissu industriel sont multiples : « La position frontalière du gouvernorat et l'impact négatif du commerce parallèle frontalier avec l'Algérie est un vrai obstacle pour le développement futur de l'industrie dans cette région. En outre, la persistance du problème du terrorisme dans les montagnes et les villes du gouvernorat de Kasserine risque de fragiliser le tissu industriel régional et de remettre en cause les entreprises déjà en activité. » (Ibid, p.272).

Avec cet "oubli volontaire" de la région, la contrebande et le secteur informel constituent les alternatives principales pour les jeunes de la région (Ben Zina M.A, Abelbaki M. et Lamloum O. (dir), 2018), avec le cout économique considérable de ces différentes activités (des données récentes de la Banque Mondiale estiment le manque à gagner fiscal pour l'Etat, à minima à 2 milliards de dinars par an, soit 7% du budget ou encore 2,5% du PIB. Le tabac à lui seul représente 30% du total du manque à gagner et le gasoil 15%. L'économie informelle est estimée aujourd'hui à plus de 50% de l'économie globale. Depuis la révolution, face à la faiblesse de l'Etat et à son indigence, elle a pris des proportions spectaculaires) (Meddeb, 2018).

Enfin, et à l'instar de Kairouan (et de toutes les régions intérieures), le solde migratoire est négatif dans la quasi-totalité des délégations, répulsives par excellence, avec un solde de -12134 et un effectif de sortants de plus de 22 mille individus.

6 .3. Le gouvernorat de Sidi Bouzid

Toutes les délégations de Sidi Bouzid enregistrent un BIN inférieur à la moyenne nationale. Le BIN moyen du gouvernorat est légèrement supérieur à 400, avec un taux de chômage des cadres qui dépasse 33% des jeunes et une pauvreté qui touche près du quart de la population.

Mais certaines délégations se distinguent par la grande faiblesse du BIN qui est inférieur à 400, il s'agit de six délégations précisément, en l'occurrence : Jilma, Cebalit Ouled Asker, Sidi Ali Ben Aoun, Souk Jdid, Mezzouna et surtout Menzel Bouzaine qui enregistre un BIN de 315 seulement.

Certaines caractéristiques peuvent être soulignées :

-Le chômage à Sidi Bouzid est très important en particulier pour les cadres, ce taux dépasse 44% à Mekkassy et à Menzel Bouzaine. Pour les femmes diplômées, il est évidemment plus élevé et il est, en moyenne, égal à 46,7%. Dans certaines délégations, il dépasse 50% (57% à Mekkassy) et parfois 60% (61,7% à Menzel Bouzaine), notamment dans les zones rurales où il atteint 60% à Cebalit Ouled Asker et même 70% à Sidi Ali Ben Aoun et Menzel Bouzaine ;

-les indicateurs éducatifs, le taux d'analphabétisme est supérieur à 35% dans plusieurs délégations mais le taux féminin dépasse souvent 40% et atteint 45% à Jilma, Sidi Ali Ben Aoun, Menzel Bouzaine et Mezzouna (dans les zones rurales de ces quatre délégations, l'analphabétisme féminin oscille entre 50% et 53%) ;

-l'équipement et l'infrastructure, l'absence totale de certains services est notable dans plusieurs délégations. À cet égard, la proportion des ménages connectés à internet et le taux de possession d'un PC oscillent souvent entre 2% et 9% ; dans les zones rurales, le taux de connexion est même inférieur à 2% à Ouled Haffouz, Sidi Ali Ben Aoun et Mezzouna (0,9%) ! Concernant le raccordement au réseau d'assainissement, le taux est de 2% à Mezzouna et Ouled Haffouz et de 1% à Bir Elhfay et Menzel Bouzaine, de 0,8% à Rgueb et de 0% à Souk Jdid. Dans les zones non communales, le taux est de 0% dans toutes les délégations. Même pour l'eau potable, certaines délégations en sont dépourvues, avec des taux très faibles surtout dans le milieu rural, avec une propotion de 28% à Mezzouna et Rgueb et de 23% à Menzel Bouzaine (pour le gaz naturel, il est totalement absent même dans les zones urbaines). En ce qui concerne les équipements "élémentaires" (toilette ou SB), les logements équipés ne dépassent pas 45% dans plusieurs cas (à Menzel Bouzaine par exemple, ce taux est de 40% pour les toilettes et de 33% pour la douche) ; cette proportion est évidemment très faible dans les zones rurales notamment à Mezzouna et à Menzel Bouzaine (dans cette dernière délégation, la proportion des logements équipés est seulement de 24% pour les toilettes et de 22% pour la SB).

L'activité industrielle est très limitée et pourrait théoriquement diversifier l'économie de la région et promouvoir une autre source de création d'emploi surtout pour les diplômés chômeurs. Or, le constat

est tout à fait le contraire : le stock de firmes et d'emplois industriels à Sidi Bouzid, en 2013, est négligeable : 40 entreprises et 3070 emplois. L'industrie non manufacturière est en crise, les industries manufacturières sont très peu dynamiques (un peu moins de cent emplois par an durant la décennie 2002-2012). Sidi Bouzid possède les plus faibles performances industrielles du Centre Ouest et probablement parmi les plus faibles du pays (Tizaoui, 2018).

Tout comme Kairouan et Kasserine, la région de Sidi Bouzid est répulsive avec un solde migratoire négatif dépassant -7800 (qui concerne quasiment toutes les délégations) et un nombre de sortants dépassant 20 mille personnes.

En somme, on peut parler (au Centre Ouest en particulier) d'un blocage des régions intérieures qui forment des espaces bloqués à l'Ouest par une frontière étanche, à part quelques points de passage, laissant la porte ouverte à la contrebande et l'économie parallèle qui forme de nos jours plus de la moitié de l'économie nationale¹². En réalité, il faut distinguer deux grands espaces dans les régions intérieures : les espaces frontaliers bloqués à l'Ouest et soumis à la logique sécuritaire, les espaces médians plutôt de passage et de transit qui profitent de la proximité des centres dynamiques du littoral et constituent des espaces d'épaulement. Les régions intérieures ont peu bénéficié des investissements, à part quelques grands projets lancés depuis les années 1970¹⁴. Les régions intérieures n'ont attiré que 20% de l'investissement. Les régions intérieures représentent 41% de la population en 1984 mais 30,5% en 2015. C'est en termes de carence généralisée que le problème des régions intérieures se pose au niveau des ressources, des compétences, de la logistique, des cadres, des finances et du sol, de la conception et de la formulation des besoins²³ donnant lieu à un blocage structurel (Belhedi, 2017).

7. L'indice du Bonheur Intérieur Net (BIN) dans le Sud-Est

Dans cette section, on va calculer et analyser le BIN des différentes délégations des trois gouvernorats : Gabes, Médenine et Tataouine.

Délégation	BIN	Délégation	BIN	Délégation	BIN
Gabes Medina	592	Médenine Nord	538	Tataouine Nord	509
Gabes Ouest	543	Médenine Sud	525	Tataouine Sud	492
Gabes Sud	652	Beni Khadech	441	Smar	467
Ghannouch	530	Ben Guerdane	500	Bir Lahmar	516
El Metouia	563	Zarzis	579	Ghomrassen	573
Menzel El Habib	383	Djerba Houmet Souk	659	Dhehiba	403
El Hamma	437	Djerba Midoun	619	Remada	388
Matmata	403	Djerba Ajim	588	Total (Gouvernorat)	502
La nouvelle Matmata	436	Sidi Makhlouf	388	Total Tunisie	573
Mareth	474	Total (Gouvernorat)	551		
Total (Gouvernorat)	533				

Tableau 6. L'indice du Bonheur Intérieur Net (BIN) dans le Sud-Est. Source : Élaborés par nos calculs, à partir des données de l'INS.

7.1. Le gouvernorat de Gabes

Le BIN du gouvernorat de Gabes est moyen (533), il est légèrement inférieur à la moyenne nationale. On remarque que les deux délégations de Gabes Ville, à savoir Gabes Medina et Gabes Sud, enregistrent deux BIN supérieurs au seuil national.

Par contre, on doit noter l'existence de cinq délégations ayant un score faible inférieur à 500, il s'agit de Mareth, La Nouvelle Matmata, Matmata, El Hamma et surtout Menzel El Habib qui a un BIN inférieur à 400 et qui enregistre des indices de développement non satisfaisants.

Ces cinq délégations enregistrent les caractéristiques socio-économiques suivantes :

- si le taux de pauvreté régional est de près de 16%, il dépasse 20% et même 30% dans la plupart des délégations marginalisées de Gabes.

- Pour le taux d'analphabétisme, il est moyen en général, mais il dépasse 30% dans quelques délégations. Le taux féminin est relativement plus élevé, avec une proportion d'analphabètes dépassant 38% à Menzel El Habib et 40% à Matmata (dans le milieu non communal, le taux est de 45% à Matmata et de 47% à La Nouvelle Matmata).
- Le chômage des diplômés du supérieur est très élevé dans la plupart des délégations, il est en moyenne de 35%, il est de 40% à Menzel El Habib, Mareth et Matmata et il dépasse 45% à El Hamma. Pour les femmes cadres, ce taux est considérable, il est en moyenne de 50%, il dépasse 52% dans les cinq délégations sus-citées et il est supérieur à 63% à El Hamma et Menzel El Habib (*dans les zones rurales, ce taux dépasse 70% à El Hamma et à La Nouvelle Matmata*) !

Parmi les principales explications du chômage à Gabes, le recul considérable du secteur industriel (notamment l'industrie chimique), un recul qui n'est compensé par les investissements privés avec la faiblesse de l'entrepreneuriat dans la région. Avec des investissements publics considérables (surtout dans la période 68-74), l'Etat voulait faire de Gabes un nouveau pôle industriel et souhaitait par l'effort d'industrialisation et la restructuration de l'espace urbain « encourager les entrepreneurs de la région à renoncer à leur réflexe rentier et à investir dans le secteur industriel, mais le résultat fut décevant ; ils étaient peu nombreux à vouloir relever ce défi [...]. Les données statistiques montrent de manière incontestable que les entrepreneurs de cette région n'ont pas su profiter des mesures juridico-politiques favorisant l'initiative économique privée comme ils n'ont pas su non plus profiter de l'ouverture du pays pour conclure des accords de partenariat » (Nabli, 2008).

En ce qui concerne l'infrastructure, les conditions de vie et l'équipement, on remarque que les différents indices sont souvent proches de la moyenne nationale, sauf dans les différentes délégations sous-développées du gouvernorat. À titre d'exemple, la proportion des ménages connectés à l'internet est de 28% dans l'ensemble de la région mais elle chute à 5% à Matmata et à 4% à Menzel El Habib (1,9% à Matmata dans les zones rurales). Il en est de même pour la possession d'un ordinateur (le taux régional est de 33% mais il chute à 6% à Menzel El Habib) et pour le raccordement au réseau d'assainissement où l'on trouve un taux moyen proche du seuil national (60,5%) mais cette proportion est très faible dans quelques délégations, oscillant entre 2% à Matmata et 5% à Menzel El Habib (dans les zones non communales, ce taux est de 2% à Gabes Ouest, à Matmata, à La Nouvelle Matmata et à Mareth). Pour les équipements élémentaires, le taux moyen du gouvernorat est de 91% des logements équipés de toilettes et de 83% équipés de SB (ou de douche), mais cette proportion est relativement faible dans quelques délégations notamment Menzel El Habib, avec des taux de 56% (pour les toilettes) et de 41% (pour la SB).

Notons, enfin, que le solde migratoire est légèrement négatif (-1903), avec certaines délégations attractives (Gabes Sud) et d'autres répulsives (Gabes Ville), le nombre d'entrants et celui de sortants étant relativement proches (respectivement 22000 et 24000).

7.2. Le gouvernorat de Médenine

Comme la région de Gabes, le gouvernorat de Médenine enregistre un BIN moyen (551) très proche de la moyenne nationale, avec deux délégations qui se distinguent par un BIN supérieur à 600, en l'occurrence Djerba Houmet Souk et Djerba Midoun.

La situation est diamétralement opposée dans les deux communes les plus marginalisées du gouvernorat, Beni Khadech et surtout Sidi Makhoulf dont le BIN ne dépasse pas 388 :

- pour Beni Khadech, le taux d'analphabétisme est de 27,4% et le taux féminin est de 33%. Quant au chômage des cadres, il est relativement élevé puisqu'il dépasse 39% tandis qu'il est supérieur à 55% pour les femmes diplômées (64% dans les zones rurales). Les indicateurs de communication sont encore plus faibles avec 5% pour la proportion des ménages connectés à l'internet et 9% pour la possession d'un ordinateur (3% et 7% respectivement dans les zones non communales). En ce qui concerne les services d'infrastructure, la desserte en eau potable

est encore moyenne (64%) alors que le raccordement au réseau de l'ONAS est totalement absent (0%).

- Pour Sidi Makhoulouf, la proportion des analphabètes est de 30% (pour les deux sexes) mais elle avoisine 38% pour les femmes. Pour le chômage des diplômés du supérieur, il est très élevé dans cette délégation dépassant 48,7% des jeunes et atteignant même les deux tiers des femmes cadres (66,6%). En ce qui concerne la possession des moyens d'information et de communication, les indices sont très faibles à Sidi Makhoulouf, avec une proportion de 6% pour la connexion à l'internet et de 10% pour l'ordinateur. Concernant quelques services d'infrastructure, le raccordement à l'eau potable (SONEDE) touche 65% des logements tandis que le service d'assainissement (ONAS) est absent (un taux de 0% comme Beni Khadech). On doit noter aussi que la proportion des logements équipés de "facilités" (SB ou toilette) est la moins élevée du gouvernorat avec un taux de 63% seulement pour les logements équipés de toilette par exemple.

Enfin, le solde migratoire dans le gouvernorat de Médenine diffère nettement selon la délégation concernée (ce qui explique l'équilibre relatif entre les entrants et les sortants), avec un solde négatif à Ben Guerdane et Beni Khadech et une certaine attractivité à Djerba Houmet Souk et Djerba Midoun qui enregistrent un solde positif de près de 4 mille personnes.

7.3. Le gouvernorat de Tataouine

En dépit de l'existence de plusieurs indicateurs éducatifs et d'équipement relativement satisfaisants dans le gouvernorat de Tataouine (des indices proches ou parfois supérieurs à la moyenne nationale), le BIN moyen est nettement inférieur au seuil national avec un indice de 502 seulement (hormis Ghomrassen qui a un BIN de 573, toutes les autres délégations ont un indice compris entre 388 à Remada et 516 à Bir Lahmar). Le facteur explicatif fondamental de la faiblesse du BIN est inhérent surtout à l'augmentation considérable du taux de chômage (global et supérieur) :

- pour la pauvreté, le taux régional est égal au taux national (15%) mais il dépasse 20% dans les deux délégations les plus marginalisées de la région, en l'occurrence Dhehiba et Remada.
- Concernant le taux d'analphabétisme, il est très proche de la moyenne nationale, mais il est relativement élevé pour les femmes (27% à Remada et 32% à Smar) notamment dans les zones rurales (34% à Tataouine Nord et à Bir Lahmar).
- en ce qui concerne l'équipement et l'infrastructure, les indices sont souvent moyens mais ils sont faibles dans certaines délégations notamment Remada. À titre d'exemple, la proportion des ménages connectés à l'internet est de 24% au niveau régional alors qu'elle est seulement de 9% à Remada. Pour le raccordement à l'ONAS, le taux est de 63% à Tataouine Nord (40% dans l'ensemble du gouvernorat) mais il est de 0% à Smar, Bir Lahmar, Dhehiba et Remada (pour les équipements "élémentaires", la proportion des ménages équipés est moyenne, mais elle est relativement faible dans les zones rurales ; par exemple, le taux des logements équipés de toilette est seulement de 54% à Bir Lahmar ; pour la SB ou la douche, cette proportion est inférieure à 45% à Remada).
- pour le chômage, le taux est l'un des plus élevés sur tout le territoire tunisien et il dépasse 42% à Dhehiba. Concernant les diplômés du supérieur, il est considérable dépassant 40% à Tataouine Sud, Bir Lahmar et Dhehiba. Pour les femmes cadres, il est en moyenne égal à 51,7% et il dépasse 55% à Bir Lahmar et 56% à Tataouine Sud ; dans les zones rurales, il atteint un niveau colossal de près de 70% à Remada et de 71% à Tataouine Sud (dans le milieu non communal, le taux féminin moyen est de 60,4%).

En somme, tant pour Gabes que pour Médenine et Tataouine, la situation de l'emploi demeure préoccupante et le chômage reste épineux : « La région apparaît en définitive comme une région où tant

le nombre de chômeurs que le taux de chômage ont sensiblement augmenté en raison de deux facteurs : le maintien de leur population active sur place, d'une part, le faible nombre de créations d'emplois, d'autre part. Sans doute, faut-il y ajouter le retour de Libye d'un important contingent de travailleurs. » (Ben Romdhane, 2018).

La faiblesse de la création d'emploi et l'importance du chômage (notamment celui des diplômés) expliquent les différents mouvements de protestation dans le Sud Tunisien qui « entendent faire prévaloir le droit à l'emploi. Et qui, pour l'imposer, arrêtent la production. Cela a commencé en 2016 à Kerkennah [...] puis s'est poursuivi à Tataouine et à Kebili avec l'arrêt de la production des puits [...]. En termes financiers, les pertes directes de production ont été évaluées à 280 millions de dinars. Mais ces pertes directes ne sont qu'une partie des pertes supportées par le secteur énergétique [...]. Le travail d'évaluation effectué par les services spécialisés du Ministère de l'Energie estime les pertes totales à 926 millions de dinars » (Ibid, p.171).

8- L'indice du Bonheur Intérieur Net (BIN) dans le Sud-Ouest

Dans cette section, on va calculer et analyser le BIN des différentes délégations de trois gouvernorats : Gafsa, Tozeur et Kebili.

Délégation	BIN	Délégation	BIN	Délégation	BIN
Gafsa Nord	357	Tozeur	585	Kebili Sud	484
Sidi Aich	384	Degach	516	Kebili Nord	512
El Ksar	511	Tameghza	457	Souk El Ahad	466
Gafsa Sud	548	Nafta	548	Douz Nord	516
Om Elaraies	394	Hazoua	478	Douz Sud	484
Redeyef	425	Total (Gouvernorat)	543	Faouar	393
Metlaoui	476			Total (Gouvernorat)	482
Mdhila	457			Total (Tunisie)	573
El Gtar	464				
Belkhir	407				
Sned	372				
Total (Gouvernorat)	459				

Tableau n°7. L'indice du Bonheur Intérieur Net (BIN) dans le Sud-Ouest. Source : élaborés par nos calculs, à partir des données de l'INS

8.1. Le gouvernorat de Gafsa

Aucune délégation du gouvernorat de Gafsa n'atteint le BIN national, et hormis deux communes, toutes les autres délégations ont un BIN inférieur à 500, il y a même quatre localités ayant un indice inférieur à 400, en l'occurrence Gafsa Nord, Sidi Aich, Om Elaraies et Sned.

À l'instar de Tataouine, les différents indicateurs de développement sont moyens et parfois satisfaisants, mais le chômage (global et supérieur) est considérable ce qui affecte directement les différents indices synthétiques :

- le taux d'analphabétisme est légèrement supérieur au taux national, mais il dépasse 35% à Gafsa Nord et à Belkhir. Pour les femmes, l'analphabétisation est évidemment plus élevée avec un taux de 44% à Sned et de plus de 45% à Gafsa Nord et à Belkhir (dans les zones rurales, ce taux avoisine 50% à Sned et dépasse 45% dans la plupart des délégations).
- si le taux de chômage des cadres est de 36% à Tataouine, il dépasse 41,5% à Gafsa (en moyenne) et il est supérieur à 52% à Redeyef, Metlaoui et surtout à Om Elaraies où il dépasse 56%. Pour les femmes diplômées du supérieur, le chômage atteint des niveaux invraisemblables avec un taux moyen de 55% et une proportion qui dépasse 60% dans cinq délégations, avec un taux de 69% à Redeyef, 70% à Gafsa Nord et 70,7% à Om Elaraies. Dans les zones rurales, le chômage des femmes cadres est encore plus élevé,

avec un taux moyen de 62,8% et une proportion des sans-emplois dépassant 70% dans quatre délégations : Gafsa Nord et Gafsa Sud, El Gtar (73%) et surtout Redeyef avec 76,4%.

Ainsi, la problématique du chômage et de l'emploi est centrale dans le gouvernorat de Gafsa. Mais l'emploi minier et l'activité minière ont fortement reculé suite à la modernisation et au renforcement capitaliste depuis les années 1970 : la crise de l'emploi a touché des milliers de salariés « ce qui n'est pas sans avoir de réelles implications sur la situation économique de la région, notamment dans les centres miniers de Metlaoui, Redeyef, Mdhilla et Om Elaraies [...]. Le recul de l'emploi minier n'est pas sans conséquences sur l'économie locale, sur les tensions sociales en cas de problème de structuration ou de modernisation du secteur » (Belhedi, 2012).

À propos de ces tensions sociales, et comme l'a minutieusement analysée Mahmoud Ben Romdhane, la situation au bassin minier peut être assimilée à une « descente aux enfers » : « A partir de 2011, les jeunes de la région ont revendiqué leur droit à l'emploi et, pour en imposer la mise en œuvre, perturbé l'activité d'extraction et l'acheminement vers les lieux de transformation [...]. L'œuvre de destruction massive s'est poursuivie [...]. Les pertes collectives ont atteint 8,5 milliards de dinars en exportations perdues et 7,4 milliards en valeur ajoutée perdue au cours des sept dernières années [...]. Tout est sujet d'arrêt de la production, rien n'est sanctionné. Le cycle du sous-développement est enclenché ; il est irréversible. » (Ben Romdhane, 2018).

En ce qui concerne les conditions de vie et l'équipement, on remarque que les indices sont souvent faibles dans certaines délégations, notamment Gafsa Nord, Sidi Aich, Sned et Belkhir. À titre d'exemple, la proportion des ménages connectés oscille entre 4% et 8% dans ces communes, où l'on trouve également un faible taux pour la possession d'un ordinateur (entre 6% et 9%). Dans les zones non communales, ces deux proportions chutent à 1% et à 2% respectivement (à El Ksar par exemple). Pour le raccordement au réseau d'assainissement et à l'eau potable, les indicateurs sont très faibles dans quelques délégations : pour la SONEDE, le taux est seulement de 31% à Gafsa Nord et de 39% à Belkhir ; pour l'ONAS, le taux est de 5% à Gafsa nord et à Sned et il est de 0% à Sidi Aich et à Belkhir. Même pour la SB ou la douche, certaines délégations en sont dépourvues avec des proportions très limitées notamment dans les zones rurales (seulement 27% et 20% des logements à Gafsa Sud et à El Ksar respectivement).

Bien entendu, le solde migratoire est négatif dans la plupart des délégations de Gafsa, ce solde est de -6180 avec un nombre de sortants assez élevé avoisinant 20 mille personnes.

8.2. Le gouvernorat de Tozeur

Le BIN du gouvernorat de Tozeur est moyen et très proche de la moyenne nationale, celui de Tozeur Ville est le plus élevé et il avoisine 600 points, ceux de Degach et de Nafta oscillent entre 516 et 548.

Cependant, les indices de Tameghza et de Hazoua sont relativement faibles (inférieurs à 500) et ce pour la plupart des variables de développement :

- si la proportion des analphabètes est de 15% dans la région, elle est de 23% dans ces deux délégations et elle dépasse 32% pour le sexe féminin (dans les zones rurales, l'alphabétisation est importante avec un taux féminin de 40% à Tameghza et de 53% à Nafta).
- pour le chômage, le taux global est quasiment égal à la moyenne nationale (15%) mais il est très élevé pour les femmes notamment à Tameghza (40%), surtout dans les zones non communales (55,4%). Pour les diplômés du supérieur, le taux est de 35% à Tameghza et de 30% à Hazoua, mais pour les femmes cadres, il touche toutes les délégations avec un taux moyen de 35% (à Tameghza, ce taux est de 55,5% dans les zones rurales pour les deux sexes et de 78% pour les femmes).

- concernant l'infrastructure et l'équipement, si les indices sont souvent proches de la moyenne nationale, Hazoua et Tameghza enregistrent des taux inférieurs au seuil régional et national. À ce titre, le taux de la connexion internet varie entre 6% et 8% dans ces deux délégations, la proportion des logements ayant un raccordement au réseau ONAS est de 13% et de 8% respectivement (pour l'assainissement, le taux est de 0% dans les zones rurales de Degach, Tameghza et Nafta). Pour les logements équipés de "facilités", le taux est relativement élevé dans les zones urbaines (98% pour les toilettes et 87% pour la douche) mais il est très faible dans le milieu rural notamment à Nafta, avec seulement 9% pour les toilettes et 5,7% pour la salle de bain !

Enfin, on doit noter qu'à cause de la faible mobilité migratoire, le solde du gouvernorat de Tozeur est très faible (-149), et l'on trouve un certain équilibre entre les effectifs des sortants et le nombre des entrants (les deux étant de près de 4800 individus).

8.3. Le gouvernorat de Kebili

Tous les BIN des différentes délégations de Kebili sont inférieurs à la moyenne nationale. Le BIN régional est inférieur à 500, ce qui est aussi le cas pour les autres délégations (à l'exception de Kebili Nord et Douz Nord qui enregistrent un BIN légèrement supérieur à 500 mais qui est nettement inférieur au seuil national). La commune de Faouar se distingue par un BIN très faible qui est seulement de 393 points. L'analyse des différentes variables de développement à Kebili nous montre surtout les points suivants :

- le chômage (global et supérieur) constitue la problématique centrale dans le gouvernorat, notamment pour les diplômés du supérieur. Ce taux est de 44% à Faouar et de 46% à Kebili Sud ; pour les femmes cadres, il est très élevé avec un taux moyen de 53,5% et une proportion des "sans emploi" avoisinant 60% à Souk El Ahad et 63% à Faouar (dans les zones rurales, le taux moyen est de 63%, avec un taux de chômage féminin de 63% à Souk El Ahad et à Faouar et de 66,5% à Kebili Sud).
- pour les indicateurs éducationnels, le taux régional d'analphabétisme est quasiment égal à la moyenne nationale (19%) mais il dépasse 26% à Faouar et 31% pour les femmes dans la même délégation (pour le sexe féminin, il est en moyenne de 27% dans les zones rurales).
- en ce qui concerne l'équipement et les conditions de vie, les indicateurs sont moyens en général, mais dans quelques délégations (notamment Faouar) les indices sont en dessous du seuil national. À titre d'exemple, le taux de raccordement au réseau d'assainissement est de 53% à Douz Nord et de 56% à Kebili Nord alors qu'il ne dépasse pas 7% à Faouar et 8,8% à Souk El Ahad (bien entendu, dans les zones rurales, ce service est totalement absent et le taux est de 0%). Pour la proportion des ménages connectés, le taux est de 26% pour l'ensemble du gouvernorat tandis qu'il est inférieur à 10% à Faouar (il en est de même pour la possession d'un ordinateur avec des taux respectifs de 32% et de 13%).

Parmi les facteurs explicatifs de la faiblesse des indices de développement à Kebili, on peut citer les déterminants naturels. Selon les termes de certains spécialistes, il est certain que les données naturelles n'ont pas été un facteur favorable, elles constituent plutôt une contrainte majeure au développement de la région avec les valeurs extrêmes de chaleur et de sécheresse conduisant à des processus de désertification très actifs en dépit des efforts de fixations des sols entamés depuis le début de l'indépendance. Outre les facteurs naturels, les explications politiques et économiques jouent aussi un rôle important : « L'Etat n'a pas beaucoup investi dans la région à part l'administration et les services socio-collectifs qui se sont avérés insuffisants pour retenir la population sur place. Les investissements industriels sont très limités, les services régionaux sont déficients et les habitants se trouvent obligés souvent de recourir à Gabes, Gafsa, voire Sfax. Le chef-lieu du gouvernorat se trouve commandé de l'extérieur et l'activité touristique est restée très limitée sous forme d'un tourisme de passage notamment

à Douz et secondairement à Kebili. La région se trouve en bas de l'échelle en termes de développement régional et d'attractivité. » (Belhedi, 2018).

À l'instar du gouvernorat de Tozeur, et en prenant en considération la faiblesse de la mobilité de la population, le solde à Kebili est également très faible (-492), et l'on trouve un équilibre relatif entre les sortants (6766) et les entrants (6274).

Délégation et rang	BIN
240- El Ouslatia	370
241- Ain Drahem	368
242-Cebalit Ouled Asker	368
243-Hidra	365
244-Sbikha	364
245- Sidi Ali Ben Aoun	362
246- Ghardimaou	360
247-Gafsa Nord	357
248- Errouhia	357
249-Nefza	356
250- Bouhajla	356
251-Sbiba	354
252-Thalla	354
253- Djoumine	353
254- Balta Bou Aouane	352
255-Goubellat	344
256-Amdoun	343
257- Hassi Ferid	343
258-Saouef	341
259-Oued Mliz	339
260- Djedeliane	336
261- Menzel Bouzaine	315
262- Fernana	311
263- Majel Bel Abbes	309
264-El Ayoun	295

Tableau 8. Les 25 dernières délégations du classement selon l'indice du BIN. Source : élaborés par nos soins, à partir de nos calculs du BIN

Conclusion

Cet article a essayé de montrer la véritable marginalisation et le sous-développement indubitable de nombreuses délégations, même dans les régions littorales les plus développées, mais aussi et surtout dans les gouvernorats intérieurs sous-développés, où il y a une véritable exclusion et une réelle paupérisation (certains indicateurs "élémentaires" de l'équipement ne sont pas même disponibles) et où l'on trouve des délégations et des localités oubliées et laissées pour compte.

Nous avons essayé de calculer et d'analyser les indicateurs synthétiques de développement local par délégation, en utilisant l'indice du BIN ou l'indice du bonheur intérieur net par délégation. Le score enregistré dans un nombre important de délégations (telles que Hassi Ferid, Menzel Bouzaïene, Goubellat, Saouef, Oued Mliz, Djedeliane ...), avec un indice qui est inférieur au seuil de 350 et parfois même au-dessous de 310 (El Ayoun, Majel Bel Abbas, Fernana...), ce score confirme la marginalisation et l'enclavement de plusieurs délégations et l'importance de la problématique du développement local et des inégalités territoriales, et ce d'autant plus que certains indices d'infrastructure ou d'emploi sont parfois proches de zéro.

Avec la problématique locale, la question du renouvellement du modèle de développement est inéluctable, avec toutes les limites et les lacunes enregistrées au cours des dernières décennies. Subséquemment, c'est tout le modèle développementaliste tunisien qui est à revoir : « Usé, vieilli, dépravé, inique, devenu caduc par son incapacité à engendrer une croissance créatrice d'emplois et, désormais dépourvu de l'ossature étatique qui contrôle plus de deux-tiers de l'activité économique et tenait la société sous haute surveillance, le modèle tunisien a besoin d'être repensé et rebâti sur des bases entièrement nouvelles. » (Alaya, 2018). Comme le stipule Hachemi Alaya, *ce nouveau modèle doit être disruptif* : il doit rompre radicalement avec l'ancien.

Références bibliographiques

Alaya H., 2018. Le modèle Tunisien. Refonder l'économie pour consolider la démocratie. Arabesques éditions, Tunis

Belhedi A., 1996. Développement régional, rural, local. Cahiers du CERES, Série Géographique n°17, CERES, Tunis

Belhedi A. (dir), 1998. Quelques aspects du développement régional et local en Tunisie. ouvrage collectif, Cahiers du CERES, Série Géographique n°20, CERES, Tunis

Belhedi A., 2012. La fracture territoriale. Dimension spatiale de la révolution tunisienne. Wassiti éditions, Tunis

Belhedi A., 2017. Développement des régions intérieures. Spécificités, contraintes et potentialités, Séminaire « *Pour un développement spécifique aux régions intérieures* », U.R. BiCade, 15-17 mars 2017, FLHA, Université Manouba

Belhedi A., 2018. Dimensions et enjeux territoriaux du modèle de développement en Tunisie, colloque : *Diversité des modèles de développement en Afrique du Nord au prisme de l'expérience tunisienne*. « Political and socio-institutional change in North Africa: competition of models and diversity of national trajectories » ; ERC TARICA, 11-12 octobre 2018, Sidi Dhrif, Tunis

Belkaid A., 2018. Les voix oubliées de Kasserine, *Revue Manière de voir : Le défi tunisien*, numéro 160, Aout-Septembre 2018 (Le monde diplomatique)

Ben Amor R. et Moussa H., 2016. La représentation du travail et sa place dans la vie des jeunes, in, Lamoum O. et Ben Zina M.A (dir), 2016, *Les jeunes de Douar Hicher et d'Ettadhamen : une enquête sociologique*, Edition Arabesques, Tunis

Ben Romdhane M., 2018. Tunisie. La démocratie en quête d'État. Ou comment reprendre la voie de la prospérité partagée. Sud Éditions, Tunis.

Ben Zina M.A., Abdelbaki M. et Lamoum O. (dir), 2018. Sociologie des périphériques en Tunisie, études dans les zones frontalières et les cités populaires. Éditions Mohamed Ali, Alert international (en arabe).

Bousnina A., 2007. Les disparités régionales du développement humain en Tunisie », *RTSS, Revue Tunisienne des Sciences Sociales* n°134. CERES, Tunis

Bousnina A., 2012. Le littoral et le désert tunisiens. Développement humain et disparités régionales en Tunisie, Edition l'Harmattan, Paris.

Bousnina A., 2015. Population et développement Tunisie. Edition l'Harmattan, Paris.

- Bousnina A.**, 2019. La Tunisie périphérique oubliée. Edition l'Harmattan, Paris.
- Commissariat Général de Développement régional, 2017. Élaboration d'une étude stratégique pour le développement du gouvernorat de Zaghouan à l'horizon 2030. Troisième phase : Rapport de Synthèse et moyens de mise en œuvre, CGDR, Commissariat Général de Développement régional, Ministère de Développement, de l'Investissement et de Coopération Internationale, Tunis.
- CGDR** (Commissariat Général de Développement régional), 2018, *Étude stratégique pour le développement du gouvernorat de Mahdia à l'horizon 2030*, Rapport de synthèse de la phase III : Synthèse et Tableau de Bord de la Stratégie de développement du gouvernorat de Mahdia, Horizon 2030, CGDR, Ministère du développement de l'investissement et de la coopération internationale, Tunis.
- CGDR** (Commissariat Général de Développement régional), 2018, *Une étude stratégique sur le développement du gouvernorat de Bizerte à l'horizon 2030. Phase III : Résumé du rapport de synthèse*, CGDR, Ministère de Développement, de l'Investissement et de Coopération Internationale, Tunis (En arabe).
- Cohen D.**, 2012. Homo economicus, prophète (égaré) des temps nouveaux. Edition Albin Michel, Paris
- Haydar A., 2006. Les dynamiques régionales en Tunisie : de la régionalisation à la métropolisation, *Revue Tunisienne de Géographie* n°37, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis
- INS**, 2015. Résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2014. Institut National de la Statistique, Tunis.
- INS**, 2016. Statistiques Tunisie. Flash consommation et niveau de vie. Institut National de la Statistique, Tunis
- INS**, 2016. Tunis à travers le Recensement Général de la Population et de l'Habitat. 2014, Institut National de la Statistique, Tunis.
- INS**, 2018. Indicateurs de l'emploi et du chômage, premier trimestre 2018. Institut National de la Statistique, Tunis.
- INS**, 2018. Annuaire statistique de la Tunisie 2012-2016. Institut National de la Statistique, Tunis
- Lamloum O. et Ben Zina M.A.**(dir), 2016. Les jeunes de Douar Hicher et d'Ettadhamen : une enquête sociologique. Edition Arabesques, Tunis.
- Meddeb R.**, 2018. Le désenchantement du jasmin. Imp. Simfact, Tunis.
- Mhidhi N.**, 1998. Le rôle des nouvelles communes des montagnes du Nord Ouest de la Tunisie dans le développement local. Le cas de Nebber, Menzel Salem et Bni Mtir, in, Belhedi A.(dir), *Quelques aspects du développement régional et local en Tunisie*, ouvrage collectif, Cahiers du CERES, Série Géographique n°20, CERES, Tunis
- Ministère du Développement Régional et de la Planification**, 2013. L'indicateur de développement régional, Tunis
- Nabli R.**, 2008. Les entrepreneurs Tunisiens. La difficile émergence d'un nouvel acteur. Edition l'Harmattan, Paris
- Office de Développement du Sud**, 2017. Gouvernorat de Tataouine en chiffres. Tunis, Ministère du Développement, d'investissement et de la coopération Internationale, Tunis
- Tizaoui H.**, 2018. Pour un nouveau paradigme du développement régional en Tunisie. Pas de développement régional sans industrie. Arabesques éditions, Tunis.
- Touensa Association et Organisation internationale pour les migrations**, 2013. Rapport de diagnostic des gouvernorats de Kairouan, Siliana, Kef et Jendouba. Association Touensa et Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève.